

ADN MAGAZINE : POUR UNE GRANDE AVENTURE HUMAINE



LUC PERRY WANDJI

Directeur de Publication

tout une grande aventure humaine qui continue en commençant... », lui disais-je alors, tout confiant.

« *rêve* » Nord-Américain dans les processus d'invention de son futur.

« BÂTIR DES PONTS ENTRE LES MONDES »

Cette aventure continue, parce qu'avant nous, dans cette Amérique du Nord à partir de laquelle nous parlons au monde, d'autres Hommes, dont des Noirs et des Blancs, ont allumé la flamme d'un humanisme qui allait éclairer, jusqu'à nos jours, le destin de ces humanités éparses, venues « *échouer* » par un concours de circonstances souvent douloureux, dans cette partie du monde, dont l'une des sublimes particularités est de s'être toujours vue et construite comme une « *réserve de vie* », où les Hommes de toutes les nations ont pu trouver, à divers moments de l'histoire, un paisible asile pour revivre, se réinventer en inventant le destin du monde. C'est ici, en effet, que nos illustres devanciers, Harriet Tubman, Rosa Parks, Martin Luther King, Marcus Garvey, William Dubois, Georges Padmore et bien d'autres, ont œuvré à l'éveil d'une conscience Noire, à l'écriture de la prophétie de la Renaissance africaine et de la notice d'une société mondiale moderne pacifiée et purifiée des oripeaux racistes et d'autres formes de sauvagerie qui ont, hélas, entaché la longue et glorieuse histoire de l'Amérique du Nord.

Notre projet éditorial veut raconter tout cela. Montrer avec la plus grande rigueur les mutations en production, les mouvements d'hommes et de femmes, les transactions économiques, les relations politiques et diplomatiques, les histoires inspirantes que fécondent les dynamiques en cours entre l'Amérique du Nord et l'Afrique et qui, sans jamais bénéficier de l'écho qu'elles méritent dans l'espace médiatique, illustrent à la perfection la nature privilégiée des liens qui unissent ces deux parties du monde. L'avenir du monde se fera avec le tandem Afrique – Amérique du Nord, ou ne se fera pas.

Il faut voir en *ADN Magazine* un geste afropolitain, au sens d'une démarche objective à la fois inspirée et ancrée dans l'africanité, qui s'invite en contexte Occidental, non dans une perspective de réclusion, mais comme fabriquant de la relation (selon le mot d'Edouard Glissant) par laquelle nous voulons « *bâtir des ponts entre les mondes* ». C'est en entretenant la permanence dialectique du soi et de l'autre, de l'ici et de l'ailleurs, du Noir et du Blanc, cohabitant sans faux-fuyants ni artifices et dans la vérité, qu'*ADN Magazine* aura sa raison d'être, dans ce monde hanté par tant de replis identitaires, troublés que nous sommes par la peur de l'autre.

C'est au nom de cette quête du lien et de la recherche de liants que votre magazine va raconter l'Afrique comme elle va au Canada et aux Etats-Unis ainsi que le Canada et les Etats-Unis comme ils se portent en Afrique ! C'est pour dire la complexité et magnifier la relation que nous existons. C'est dans ce diptyque (complexité et relation) que se situe notre vraie mission et les balises éditoriales, sans lesquelles nous serions incapables de construire un narratif afropolitain pertinent et juste sur nos victoires communes, sur la vitalité et la vérité des relations historiques qui unissent l'Afrique et l'Amérique du Nord.

Aussi avons-nous résolu de dire cette liturgie de la complexité et de la relation entre l'Afrique et l'Amérique du Nord en français, à partir du Québec, province francophone du Canada : tout un symbole ! Un parti pris pleinement assumé, qui dit notre sensibilité à la « *cause québécoise* » et trace, à sa façon, le chemin d'une relation particulière, affective et intime, entre les peuples du Québec et ceux d'Afrique.

Au détour d'une conversation – vite écourtée par nos multiples sollicitations du quotidien – avec un ami de trente ans (rencontré il y a peu, par un pur hasard, dans le métro montréalais) curieux d'en savoir un peu plus sur mes initiatives en tant que journaliste au Canada, je n'avais pu répliquer autrement que par une phrase laconique, mais ô combien significative, parce qu'elle dit presque tout sur nos intentions et surtout rend compte de nos claires ambitions : « *ADN Magazine est avant*

L'aventure qui commence avec nous se veut une sublimation de l'œuvre des pionniers, une « *concrétude augmentée* » de leur vision humaniste, dans un contexte nouveau, qui a vu l'humanité s'imbriquer un peu plus, l'Amérique se rapprocher de l'Afrique, les Africains peupler l'Amérique du Nord, occuper des positions de pouvoir, s'intégrer, inventer de nouvelles territorialités et identités, amplifier le multiculturalisme, favoriser l'interculturalité et organiser les conditions d'une société Nord-Américaine plus métissée et d'une Afrique à la fois tentée par l'aventure et inspirée par le

ADN MAGAZINE

AFRIQUE - AMÉRIQUE DU NORD

Directeur de La Publication :
Luc Perry WANDJL.

Rédacteur en chef :
Olivier DUFOUR.

Rédacteur en chef (adjoint) États-Unis et Afrique :
Jean Marie WATONSI.

Chef service Eco-finance Amérique :
André Félix BAKEHE.

Chef service Eco-finance Afrique:
Éric LINGO.

Chroniqueurs:
Ciriac OLOUM, Éric LINGO, Jean Marie WATONSI, Venant MBOUA, André Félix BAKEHE, Yvan TCHANGA, Manu DJEMBA, Luc Perry WANDJL.

Chef du département Relecture :
Manu DJEMBA

Chef du département infographie et montage : Jules TAKA.

Direction commerciale Amérique :
Alida TCHAMI.

Direction commerciale Afrique :
Fabrice Trésor Siewe.

Webmaster: Patrick YEPMOU.

Conseil éditorial: Léonard CHATELAIN, Venant MBOUA.

ADN MAGAZINE
15 Rue Lapointe, Longueuil
QC J4G 1H2
Tél: +1514 709 50 69

Imprimé au Canada par
CDN
5202 avenue Gatinaeu
Montréal QC H3T 1W9

www.adn-magazine.com

P.3 EDITO

POLITIKI

P.5 **Présidentielles américaines:** retour gagnant pour Donald Trump.



INSPIRING

P.7 **Cameroun - Médiation :** le coup d'éclat de Pierre Kwemi dans le ciel brumeux de l'université des montagnes



P.9 **Citoyenneté :** comment optimiser la participation de la diaspora à la vie publique ?

GRAND ANGLE

P.11 **Racisme systémique :** entre déni et fuite en avant, le Canada Vasouille.

P.13 **Manif ANTI Raciste:** pourquoi les noirs sont aux abonnés absents ?

P.15 **Plan de riposte:** 110,4 Millions pour marginaliser le racisme au Canada.

P.16 **Vivre ensemble :** le Canada entre multiculturalisme et Interculturalisme.



ECONOMIX

P.17 **Secteur Bancaire :** valse occidentale en Afrique francophone.

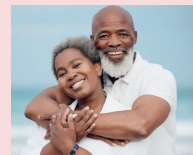
P.18 **La France s'en va et l'Amérique s'invite.**



PERSPECTIVE

P.20 **Système des retraites :** Regards croisés sur l'Amérique et l'Afrique.

P.22 **Les immigrants africains dans l'entre-deux.**



CHAMPIONS

P.24 **Salon Afrique-Canada :** pour l'immigration et les investissements



INSIDE

P.25 **Binam en renaissance.** Un vent de jeunesse sur l'association des Bamiléké du Canada.



CULTURAILES

P.26 **Philippe Njomo Ngassa :** Nous voulons faire rayonner la culture africaine au Canada.



PRESIDENTIELLE AMERICAINE

RETOUR GAGNANT POUR DONALD TRUMP

Par **JEAN-MARIE WATONSI**
Journaliste

LA COMMUNAUTÉ BLACK BROIE DU NOIR, LA CHEVAUCHÉE LATINO SE POURSUIT

Et de deux pour Donald Trump ! Le 20 janvier 2025 le porte flambeau du parti Républicain va pendre la crémaillère à la Maison Blanche. Un retour au bureau ovale que Trump retrouve après une éclatante victoire à l'élection présidentielle du 5 novembre 2024 face à la démocrate Kamala Harris. Trump doit sa consécration entre autres à un soutien accru de plusieurs groupes démographiques clés qui penchaient pour les démocrates lors des élections précédentes à savoir, les Blacks et les Latinos !

A l'issue de la présidentielle américaine de novembre dernier, l'on a assisté à une nouvelle redistribution des cartes dans le champ politique américain. Le come-back de Trump à la maison Blanche après sa défaite face à Joe Biden il y a quatre ans, constitue le second du genre. Le seul à avoir réussi un tel exploit c'était le démocrate Grover Cleveland en 1892 ! Bien que la base électorale de Trump reste la population blanche et ouvrière américaine, les gains de l'ex et futur président américain ont été particulièrement notables parmi les électeurs noirs et hispaniques, et en particulier la jeunesse masculine. Avec plus de 50,9 % des suffrages exprimés, ces groupes ont fait pencher la balance en sa faveur versant dans son escarcelle les 270 voix nécessaires au collège électoral pour vaincre la vice-présidente Kamala Harris. En rognant sur l'électorat, Trump a récupéré une part petite, mais ô combien significative et suffisamment pour que cela compte. Les électeurs latinos (immigrés d'Amérique latine et leurs descendants) et hispaniques (personnes dont l'héritage est originaire de pays hispanophones) ont contribué de manière significative à la victoire éclatante de Donald Trump sur Kamala Harris à l'élection présidentielle américaine.

PLACE AU PRAGMATISME LATINO

En termes démographiques, selon le recensement de 2020, la population d'origine hispanique a dépassé les 62 millions de personnes et représente déjà 18,7% de la population totale américaine (plus de 331 millions d'habitants). Selon les estimations de

l'Institut Cervantès, dans quatre décennies, un Américain sur trois sera d'origine hispanique. Les États-Unis constituent ainsi le pays comptant le plus grand nombre d'hispanophones parmi les nations où l'espagnol n'est pas une langue officielle. Au Congrès américain, l'utilisation de l'espagnol parmi les représentants a fortement augmenté par rapport aux élections précédentes. Une utilisation de l'espagnol qui est officiellement entrée dans la politique américaine il y a soixante quatre ans lors des élections de 1960, entre le démocrate John F. Kennedy et le républicain Richard Nixon. C'est également à cette époque que le président démocrate Lyndon B. Johnson a institué la « semaine de l'héritage hispanique ». Depuis 1988, le National Hispanic American Heritage est célébré en grandes pompes chaque année entre le 15 septembre et le 15 octobre.

Les analystes, de la scène politique américaine à l'occasion de cette présidentielle s'accordent sur un certain nombre de raisons pour lesquelles Donald Trump si ouvertement hostile aux immigrés a été défendu en si grand nombre par eux. Il y a en filigrane comme flottant dans l'air un syndrome de Stockholm dont seraient victimes des Latinos. Une « attirance » pour Trump qui n'est autre qu'une réaction défensive à son agression et à sa rhétorique agressive. On fait preuve d'empathie voire de sympathie à l'égard de Trump.

En Pennsylvanie, des masses de Portoricains s'étaient rassemblés pour offrir leur vote au candidat républicain oubliant que quelque temps auparavant Trump avait comparé leur pays à une « île flottante d'ordures ». Dans le Wisconsin, selon des sondages, 43 %, du

soutien hispanique sont allés à Trump, malgré sa condamnation de certains immigrés comme « trafiquants de drogue », « meurtriers » et « violeurs », et sa promesse de procéder à la plus grande expulsion. Pas de vote sanction comme on s'y serait attendu. On a joué la carte de la realpolitik.

Dans l'ensemble, Trump a augmenté sa part du vote latino-américain à 45 % à l'échelle nationale, soit une hausse substantielle par rapport aux 32 % enregistrés lors de sa défaite face à Joe Biden en 2020.

La politique n'étant pas une science exacte encore moins un domaine de la raison pure, l'émotion et une espèce de pragmatisme y jouent également un rôle. Beaucoup de ces électeurs latinos lorsqu'ils pensent au passé sont tourmentés par un futur incertain. Il vaut mieux s'accrocher même à un serpent pour survivre. Nombreux sont ceux qui ont laissé derrière eux le cauchemar de la pauvreté dans leur pays d'origine. Leurs rêves sont ancrés dans des histoires traditionnelles (principalement masculines) sur la prospérité au « *pays de la liberté* ». En 2021, il y avait 62,5 millions de Latinos et d'Hispaniques vivant aux États-Unis soit environ 19 % de la population totale. On estime que 36,2 millions de ces personnes avaient le droit de voter cette année, ce qui représente 15 % des électeurs potentiels. Le groupe n'étant pas monolithique on ne saurait s'attendre à une coloration politique unique. Beaucoup d'entre-eux en sont même à ne pas se considérer comme faisant partie des hors la loi dont parle le « *Yankee* » ! D'ailleurs plus de 40 % de ces électeurs latino-américains et hispaniques ont soutenu à la fois l'engagement

de Trump de continuer à construire un mur le long de la frontière mexicaine et ses projets d'expulsion. Environ 63 % ont déclaré qu'ils n'avaient pas « *l'impression qu'il parle de moi* » lorsque Trump parle d'immigration. S'il faut ajouter à cela la religion et la spiritualité de ces électeurs latino hispaniques, on comprend que Trump ait bénéficié du capital sympathie des électeurs pour la plupart catholiques et qui n'arrivent pas encore à intégrer dans leur habitus le drapeau arc-en-ciel avec l'homosexualité et ses avatars.

Le basculement de la communauté latino hispanique en faveur des mœurs puritaines que prône le parti républicain ne surprend pas vraiment. La résonance des valeurs conservatrices de Trump a également joué un rôle important. Des questions de morale, de famille, et de tradition culturelle restent chères à une large partie de cet électorat, et les démocrates semblent moins bien placés pour répondre à ces aspirations. On peut lire en filigrane du vote latino en faveur de Trump le déploiement d'une stratégie, celle d'une réappropriation de l'héritage ancestral passé aux mains des conquistadores occidentaux.

Lentement mais sûrement la chevauchée des gringos vers leurs pâturages naguère arrachés par les Yankees se précise. Carlos Fuentes auteur du livre *Le Miroir enterré* : Réflexions sur l'Espagne et le Nouveau Monde le résume assez bien, lui qui affirme sans ambages : « *Ce n'est pas le monde hispanique qui est venu aux États-Unis, mais l'inverse. Et il y a peut-être une justice immanente dans le fait que le monde hispanique revienne aujourd'hui,*

dans le fait qu'il recouvre une partie de son héritage ancestral dans l'hémisphère occidental ».

ET LES NOIRS ALORS, SERAIT-ON TENTÉ DE DIRE

Trump a engrangé des gains modestes mais influents parmi les électeurs noirs, en grande partie grâce au soutien des jeunes. À l'échelle nationale, il a presque doublé son soutien parmi les afro-américains de moins de 45 ans par rapport à 2020, avec environ 3 sur 10 dans cette tranche d'âge votant pour lui. Ce changement a contribué à l'amélioration des marges de Trump dans les États du champ de bataille comme la Caroline du Nord et la Géorgie, où sa part du vote noir a augmenté de 5 points de pourcentage par rapport aux niveaux de 2020. De nombreux afro-américains se sont sentis frustrés par les commentaires d'Obama sur leur soutien à Kamala Harris. Ils ont assimilé la réaction du premier président noir à une simplification excessive de leurs préoccupations politiques complexes.

BARACK OBAMA « BROIE DU NOIR »

Appelé à la rescousse pendant la campagne électorale, Barack Obama n'a pu renverser la vapeur trumpiste. Certains blacks disent de lui qu'il a fait très peu trop tard pour arrêter la déferlante du candidat républicain. Les électeurs africains-américains qui traditionnellement votent démocrate, ont trainé les pieds et tourné le dos à Kamala Harris. Les plus extrémistes ont dit de Barack

Obama qu'il était une espèce d'avatar de l'oncle Tom ! Lors d'une de ses apparitions de campagne en soutien à Kamala Harris, Barack Obama avait fustigé ce qu'il considérait comme une pure misogynie des électeurs afro-américains mâles. Les hommes noirs « *ne ressentent tout simplement pas l'idée d'avoir une femme comme président* » et se cachent derrière « d'autres alternatives et d'autres raisons pour cela », avait déclaré Obama le 10 octobre à Pittsburgh en Pennsylvanie. Une véritable douche froide pour des membres de la communauté noire dont certains se sont sûrement souvenus le 5 novembre dernier. Autre élément n'ayant certainement pas milité en faveur de Kamala Harris, la candidate démocrate était une marchandise politique non prouvée en tête de liste. Elle a obtenu l'investiture démocrate sans obtenir un seul vote, les démocrates s'étant rapidement ralliés à elle après le départ de Biden. Sa tentative de se démarquer de certaines des positions libérales qu'elle avait adoptées en tant que candidate aux primaires démocrates de 2020, semble n'avoir pas impressionné grand monde. La déconnexion perçue entre Obama, Harris et les expériences quotidiennes des afro-américains a contribué à un sentiment d'aliénation au sein du Parti démocrate.

Les griefs des hommes noirs incluent le fait d'être négligés par le Parti démocrate sur des questions clés au-delà la justice pénale, comme les opportunités économiques et une représentation politique plus large.

Pour les démocrates, l'heure est au bilan, à une remise en question : Que faire pour reconquérir un électorat qui se réduit comme peau de chagrin ?

En attendant Trump se prépare dès le premier jour à annuler des politiques spécifiques mises en place par Biden, avec des projets visant à mettre fin au remboursement des frais de voyage pour les militaires cherchant des soins d'avortement et à restreindre l'accès des militaires transgenres aux soins d'affirmation de genre, comme l'ont déclaré deux personnes proches du projet. Mais une grande partie de la première journée sera probablement consacrée à la lutte contre l'immigration illégale – la pièce maîtresse de la candidature de Trump. Il devrait signer des décrets visant à résoudre seul ce problème après avoir prêté serment le 20 janvier.

L'avenir de la communauté afro-américaine pendant et après la présidence de Trump dépendra de nombreux facteurs, notamment des politiques mises en œuvre, des réponses de la communauté Black et de l'évolution du paysage social et économique aux États-Unis. La communauté continuera probablement à jouer un rôle actif dans la lutte pour la justice sociale et l'égalité.



CAMEROUN - MEDIATION

COUP D'ECLAT DE PIERRE KWEMI DANS LE CIEL BRUMEUX DE L'UNIVERSITE DES MONTAGNES

Par **OLIVIER DUFOUR**
Journaliste

RETOUR AU CAMPUS !

Acteur connu dans plusieurs organisations de la diaspora camerounaise et africaine au Canada, il vient de mener avec succès le rôle de médiateur dans la crise qui opposait depuis bientôt dix ans, les pères fondateurs de l'Université des montagnes, réunis au sein de l'association pour l'éducation et le développement (AED).

« Je me réjouis d'avoir vécu assez longtemps pour prendre la parole en cette solennelle circonstance que Pierre Kwemi, ici présent, a rendu possible depuis son lointain exil Canadien. » C'est par ces mots chargés de reconnaissance et de solennité que Pr Ambroise Kom rendait hommage à Pierre Kwemi, en prononçant ses premiers mots lors de la signature, le 20 Novembre 2024 à Yaoundé, du protocole d'entente scellant sa réconciliation avec d'autres pères fondateurs de l'université des montagnes, réunis au sein de l'association pour le développement (AED). Il venait de donner le la d'une interminable litanie

d'éloges à l'endroit du médiateur, initiateur du processus de réconciliation que nombre de commentateurs disaient par avance vouée à l'échec. « *Pierre Kwemi a mené de main d'expert la médiation entre Pr Kom et l'association pour le développement (AED). Dès les premiers mois, Il a organisé des réunions tripartites avec le Pr Ambroise Kom et le président de l'AED, Henri Njomgang. Je dois avouer qu'il a été très méticuleux. Il a pris sur lui de parler d'abord à quelques membres du bureau exécutif, et ensuite à douze personnes au sein du conseil d'orientation. Avant d'aller travailler avec la présidente de l'université ; et, pour couronner tout cela, il a consulté*

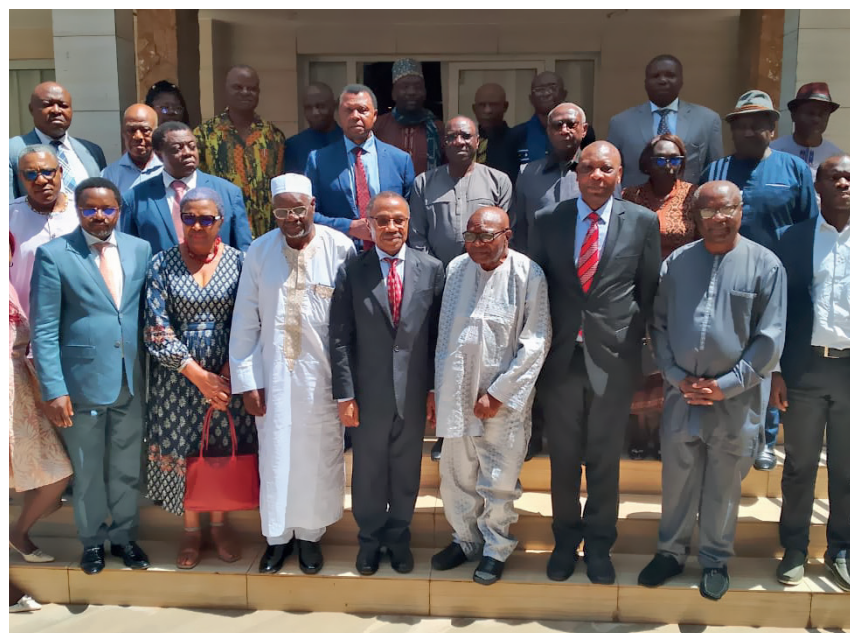
des personnalités de la société civile camerounaise pour aboutir au résultat que nous avons aujourd'hui. » témoigne David Tiomajou, secrétaire Général Adjoint de l'«AED».

En 2023, deux ans après la disparition de Pr Lazare Kaptué (l'un des protagonistes de la crise de l'UdM), alors qu'on dit les carottes cuites et la réconciliation résolument renvoyée aux calendes grecques, Pierre Kwemi continue d'y croire, initie des conciliabules et multiplie des tractations avec les parties prenantes, jusqu'à l'issue heureuse qui vient de consacrer le retour par la grande porte de Pr Ambroise Kom à l'AED ; propriétaire





CAMEROUN - MÉDIATION : LE D'ÉCLAT DE PIERRE KWEMI



de l'Université des montagnes. Un « *happy end* » qui n'avait pas la faveur des pronostics, mais que le courage, la témérité et le génie de Pierre Kwemi (agissant comme médiateur) ont amené à l'existence. Ce qui fait dire à Ambroise Kom que « *le savoir-faire dont il a fait montre (...) convainc du bien-fondé du savoir. « Et, je crois, qu'il mérite que nous lui soyons éternellement reconnaissant. Car, ce ne fût pas aisé.* » a-t-il ajouté, sous les ovations d'une centaine de témoins.

Il a beau être porté en triomphe (le succès de sa mission l'y prédestinait), Pierre Kwemi a tout de même le triomphe modeste : « *Nous avons tout simplement eu la main heureuse de réussir à amener ces deux hommes – Henri Njomgang et Ambroise Kom – à signer ce protocole d'entente qui ouvre la voie à un meilleur avenir. Non seulement pour l'association, mais aussi pour l'Université des montagnes. Ce conflit à beaucoup démobilisé les gens, aussi bien au Cameroun que dans la diaspora. Au*

sein des associations camerounaises du Canada, où il réside, l'issue heureuse de la médiation menée par Pierre Kwemi suscite pas moins que de la fierté. Certains y voyant une démonstration de force de la diaspora, et la preuve qu'elle a beaucoup à apporter au développement du Cameroun. »

L'UDM, VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

Parti sous un tintamarre médiatique qui a duré de longues semaines, Ambroise Kom revient à l'AED avec « *un statut unique, parce qu'il doit soumettre le fruit de ses réflexions et recherches ; et contribuer à la fois à l'amélioration de l'AED et à celle de l'Université.* » précise le protocole d'entente. Et, pour le faire, indique le médiateur, « *il fallait qu'il ait une position unique.* » Le retour tant espéré – et désormais acté - de Pr Ambroise Kom devrait à n'en point douter inaugurer une ère nouvelle à l'AED et à l'UDM : « *Ce retour ne peut qu'être favorable*

pour notre Université. Pr Ambroise Kom va revenir avec son esprit critique, son dynamisme, et faire revivre cette diaspora qui était en hibernation » reconnaît Pr Jeanne Ngongang, présidente de l'Université des Montagnes. Ce n'est pas sans raison que le président de l'AED, Henri Njomgang s'est dit « *particulièrement heureux de se retrouver à la même table avec le prof Ambroise Kom après des va-et-vient dans les couloirs des tribunaux de Yaoundé et de Bangangté.* »

Loin du tumulte qui a marqué son existence au cours des dix dernières années, et au terme d'un processus de réconciliation concluant, l'Université des montagnes renoue avec toutes ses forces vives et la sérénité qui lui manquait pour reprendre du poil de la bête, poursuivre sa montée en puissance et tenir son honorable rang sur l'échiquier des Universités et grandes écoles de médecine en Afrique.

CAMEROUN

COMMENT OPTIMISER LA PARTICIPATION DE LA DIASPORA DANS LA VIE PUBLIQUE ?

Par **VENANT MBOUA**
Journaliste

A L'APPROCHE DES GRANDES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES DE 2025

Avec une population estimée à de plus de 7 millions de Camerounais vivant à l'étranger, la diaspora représente une force en termes d'influence politique, de ressources financières et humaines. Toutefois, bien que ses apports économiques soient visibles, sa mobilisation politique reste insuffisante et son déploiement économique manque de coordination. Les camerounais expatriés ont encore du mal à vivre leur citoyenneté à l'étranger.

Pourtant, il existe des opportunités à saisir pour renforcer leur engagement envers leur pays d'origine ?

Dans un ouvrage collectif, écrit sous la coordination d'Alain Nkoyock, "Diaspora camerounaise en dehors de l'État au sein de la nation", les auteurs se penchent sur les dynamiques sociales, économiques et politiques qui caractérisent l'existence des Camerounais en dehors de leur pays d'origine. Le titre même de l'ouvrage révèle un paradoxe : les membres de la diaspora vivent physiquement en dehors du territoire national, mais restent pourtant connectés à la nation camerounaise, tant par leurs liens culturels que par leur impact sur

le pays d'origine.

L'une des contributions les plus visibles des Camerounais de la diaspora est l'envoi de fonds au pays. Selon la Banque mondiale, les envois de fonds de la diaspora camerounaise se chiffrent en milliards de francs CFA chaque année et constituaient, en 2020, 4 à 5 % du PIB. En 2022, on parlait de 230 milliards de FCFA transférés au Cameroun par la diaspora. Ces fonds sont essentiels pour soutenir les familles, les projets d'entrepreneuriat et les investissements locaux. Cependant, leur impact reste limité si l'on considère l'énorme potentiel

que représente cette communauté pour le développement durable du pays. Les transferts de fonds sont d'abord orientés vers des problèmes de survie médiats (santé, logement, nourriture, scolarité) puis de plus en plus vers des projets de développement socio-économique (création des petites entreprises ou soutien aux initiatives dans le cadre de l'économie informelle). Ce sont des actions individuelles, familiales, qui ne se font pas au sein d'une coordination ou d'un encadrement associatif ou étatique. Une meilleure organisation de ces flux financiers pourrait pourtant permettre de

CAMEROUN

les canaliser vers des secteurs clés tels que l'agriculture, les infrastructures ou l'éducation, et ainsi favoriser un développement plus durable.

Au plan politique, cette diaspora forte de plusieurs millions de membres répartis sur tous les continents, représente un acteur clé. Pourtant, la question de sa mobilisation politique demeure une problématique complexe, à la fois pleine de potentialités et de défis. Alors que les Camerounais à l'étranger sont souvent perçus comme des citoyens éloignés des "réalités locales", le fait est bien différent : ils sont de plus en plus engagés dans les affaires politiques du pays, même si cette mobilisation est encore loin d'être optimale.

Si la diaspora camerounaise est particulièrement active dans le soutien à des initiatives sociales, elle souffre d'un manque de coordination et de structures formelles qui facilitent son implication dans les projets politiques. Les associations de Camerounais à l'étranger, bien qu'elles soient nombreuses, manquent souvent d'objectifs politiques. Elles se positionnent en général comme des organisations "apolitiques" malheureusement, bien souvent aussi, sous le contrôle de personnes proches du régime au pouvoir.

Jusqu'en 2017, période de regain de la mobilisation nationale des partis politiques autour de la présidentielle d'octobre 2018, la mobilisation politique en diaspora était limitée à quelques groupuscules d'activistes opposés au régime de Biya, dont les rassemblements ne faisaient pas foule. C'étaient des groupuscules non partisans, qui posaient les problèmes fondamentaux de droits de l'homme. Mais l'avènement de Maurice Kamto, universitaire très connu et du chroniqueur politique à la télévision Cabral Libii, a créé un effet moussant dont les effets sont connus. Autour de Kamto notamment, se sont vu naître des mouvements d'activistes qui ont occupé la rue et les places publiques des villes étrangères.

Mais l'un des défis majeurs réside dans la question de la participation électorale des Camerounais de la diaspora. Bien que des millions de Camerounais vivent à l'étranger, peu d'entre eux exercent leur droit de vote lors des élections présidentielles, législatives ou locales. Le principal obstacle reste le manque de mécanismes clairs et accessibles pour permettre aux camerounais expatriés de voter depuis leur pays d'accueil. Si les élections présidentielles de 2018 ont vu la création de centres de vote dans certaines ambassades, le processus reste encore limité et n'a pas permis d'inclure la majorité des électeurs potentiels.



De plus, les coûts et la logistique de l'organisation des élections à l'étranger, couplés à la lenteur du processus d'extension du droit de vote aux Camerounais résidant à l'étranger, ont alimenté des frustrations parmi les membres de la diaspora. Cela se traduit par une faible participation électorale, un phénomène qui se double d'une désillusion politique croissante, notamment face à l'absence de mécanismes permettant une véritable représentation de la diaspora au sein des instances politiques nationales.

DES OBSTACLES CULTURELS ET PSYCHOLOGIQUES

Par ailleurs, la communication entre le gouvernement camerounais et ses citoyens expatriés reste faible. Bien que plusieurs mécanismes existent pour intégrer la diaspora dans les processus politiques, comme les élections législatives et présidentielles, leur participation reste marginale. Beaucoup de Camerounais dans la diaspora se sentent déconnectés des décisions politiques prises à Yaoundé et n'ont pas l'impression que leur voix est entendue dans les grandes orientations du pays.

Outre les défis logistiques et institutionnels, des obstacles culturels et psychologiques influencent la mobilisation de la diaspora. Nombreux sont les expatriés qui considèrent que leur contribution ne changera pas la situation politique et économique du pays, notamment à cause de la mauvaise gouvernance ou du manque de transparence dans la gestion des fonds publics. Ces facteurs génèrent un sentiment de frustration et de méfiance envers les autorités du pays d'origine, freinant ainsi une participation active.

De plus, la peur des représailles des services de sécurité, très présents par divers

relais, refroidit les ardeurs de beaucoup de Camerounais sortis du pays pour "se chercher" à l'étranger et qui rêvent de rentrer ou d'agir en sauveurs de leurs familles. Se créer des ennuis avec le système réactionnaire en place à Yaoundé est donc, à leurs yeux, un véritable suicide.

QUELLES SOLUTIONS?

Afin de renforcer l'engagement de la diaspora, plusieurs pistes de solutions sont envisageables. Tout d'abord, une meilleure organisation et structuration des initiatives de la diaspora en réseaux de solidarité et d'investissement serait cruciale. Le gouvernement pourrait, par exemple, créer des mécanismes de coopération plus transparents, des partenariats public-privé, ou encore des plateformes numériques dédiées à la mise en réseau des Camerounais de l'étranger avec les acteurs locaux du développement.

Il serait également pertinent d'encourager la création de projets communs entre les expatriés et les autorités locales, axés sur l'agriculture, les nouvelles technologies ou encore l'éducation. Ces projets, s'ils sont bien encadrés et soutenus par des politiques publiques adaptées, pourraient permettre de transformer les envois de fonds en investissements à long terme pour le pays. Enfin, une approche plus inclusive et transparente dans la gestion des fonds et des ressources provenant de la diaspora pourrait restaurer la confiance et inciter davantage de Camerounais à s'engager dans le développement et l'épanouissement démocratique de leur pays. En ouvrant des vannes politiques, en créant des canaux de communication plus fluides et en impliquant la diaspora dans la gestion des projets économiques, le gouvernement pourrait redonner espoir et inciter à la participation active.



RACISME SYSTEMIQUE

ENTRE DENI ET FUITE EN AVANT, LE CANADA VASOUILLE

Par **LUC PERRY WANDJI**
Journaliste

LES HABITUDES ONT LA PEAU DURE.

Le débat sur le racisme anti-Noirs au Canada a ses « lieux communs », ses points de convergence et ses angles de controverse. Si les autorités gouvernementales et les organisations de la société civile s'accordent (sans aucune ambiguïté) sur l'existence d'actes racistes au pays du multiculturalisme, la discussion sur son caractère systémique est encore loin de faire l'unanimité. Et pourtant

Dans les grandes métropoles du Canada, son métro, ses rues et d'autres lieux publics, il n'est pas rare de rencontrer de la bienveillance : un sourire courtois, une attitude de politesse ; à rafraîchir l'humeur du nouvel immigrant qui débarque en Amérique du Nord, en provenance d'un de ces ailleurs lointains où le « *rêve canadien* » suscite et nourrit bien d'ambitions. Mais derrière cette hospitalité reconnue et la façade de ces gestes avenants et convenus, il y a l'ignominie d'un racisme ambiant qui perdure faisant mine de plus avoir droit de citer. Autrefois sournois, il a peu à peu pris des formes systémiques et cyniques, telles que les politiques peinent à le nommer, n'en parlent

qu'à demi-mots ; quand ils n'en nient tout simplement pas l'existence.

Le premier ministre québécois a beau s'en défendre : les associations de défense de la cause noire au Canada soutiennent mordicus que le racisme est aujourd'hui une véritable gangrène sociale et se pose comme une « *une crise de la gouvernance* ». Sans cesse interrogé sur le sujet, François Legault admet – presque la mort dans l'âme – qu'« On a, malheureusement, au Québec, des gens qui sont racistes dans toutes les parties de notre société ». Pour autant « la grande majorité des Québécois ne sont pas racistes. » avait-il martelé, au cours d'un point de presse, en 2020, peu après l'affaire Georges Floyd. Bottant de la sorte en touche l'idée d'un

racisme systémique, le premier ministre de la province francophone du Canada refuse de voir ce que bien de gens éclairés voient. A savoir que ce fléau (le racisme) se montre encore, et sous des formes plus ostentatoires, dans la quasi-totalité des pans de la vie en société. Le logement, le marché du travail, l'éducation et la justice : pas un seul secteur, qui ne fasse 'black-out'... « *Bien que les conditions socio-économiques des canadiens noirs peuvent varier selon leur sexe, leur région d'origine, leur ascendance, et leur statut générationnel, la discrimination et le racisme sont toujours présents, et ils ont un impact négatif sur les noirs au Canada* » affirme, péremptoire, Shannon Oyeniran; historien et spécialiste de la question noire



au Canada. « *Le racisme anti-Noirs se manifeste également d'une autre façon [...] par le biais des cas de brutalité policière. Au Canada, les Noirs et les Autochtones sont surreprésentés dans les décès impliquant la police. En 2018, la Commission Ontarienne des droits de la personne a constaté qu'entre 2013 et 2017, une personne noire était près de 20 fois plus susceptible d'être tirée et abattue par la police de Toronto comparativement à une personne blanche* » renchérit l'historien. Effacement et oubli...

Quand elle ne prend pas la forme d'une négation pure et simple de leur humanité, le racisme contre les Noirs se pare de gomme pour instruire 'la pédagogie de l'effacement' et l'amnésie collective sur le 'mérite Noir'. C'est du moins ce que constate le réalisateur et journaliste canadien Will Prosper : « *il y a un effacement de l'histoire des communautés Noires qu'on voit depuis tellement longtemps. Aussi bien un effacement des atrocités qu'ils ont subies, que des choses positives qu'ils ont pu accomplir dans la société Canadienne.* » En 2023, il publie la série « *Black Life : Untold stories* », pour interroger le silence sur les gloires et les couronnes des canadiens Noirs, héros oubliés du roman national. Ces hommes et femmes racisé.e.s qui portant haut les couleurs du pays dans diverses disciplines sportives, ne reçoivent que très tardivement

ou jamais la reconnaissance nationale. S'ils ne s'agissait que de sportifs, tout cela serait à n'en point douter anecdotique ! Hélas, la vermine du racisme se promène encore impunément dans ce grand corps social en peine qu'est le Canada. Dans un rapport conjoint du Centre des travailleurs et travailleuses immigrantes (IWC-CTI) et la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU), rendu public en 2023, l'on apprend que : « *l'accès aux services de santé pour la population afrodescendante est compliqué par la stigmatisation et la discrimination (...)* Pour ce qui est des personnes afrodescendantes qui occupent des emplois de première ligne en santé, il est rapporté qu'elles sont victimes de gestes violents, ayant à subir les crachats, le harcèlement sexuel, les insultes... et le racisme, véritable fléau dans les CHSLD [Centres d'hébergement de soins de longue durée] de Montréal où les PAB [Préposées aux bénéficiaires] noires sont majoritaires »

LE POIDS DE L'HISTOIRE

Loin d'être le fruit du hasard, le racisme anti-Noirs au Canada a ses présupposés, sa genèse, une longue et résiliente histoire qui travaillent fondamentalement la mentalité de certains de ses habitants dans leur rapport à la race et leur interaction avec l'Homme Noir : « *De*

nombreux Noirs ont été ségrégés au Canada, ils ont été exclus des diverses opportunités et de divers services, ou ils en ont été privés d'un accès égal. Ceci est le cas pour l'éducation, l'emploi, le logement, l'immigration, les transports, le service militaire et les soins de santé. Historiquement, une variété de lois, de décisions judiciaires, et de normes sociétales ont maintenu la ségrégation raciale des Noirs. Pour plusieurs, les croyances largement répandues quant à l'infériorité raciale des Noirs durant la période de l'esclavagisme ont justifié la ségrégation raciale. » martèle Shannon Oyeniran.

Nourri par un discours politique souvent ambivalent et volontairement flou, s'appuyant surtout sur l'ignorance, les préjugés solidement ancrés dans l'imaginaire collectif du monde Occidental, ainsi qu'un système de justice faillible (dont jouent les chantres de la ségrégation raciale), le racisme anti-Noirs fait de la résistance dans la société canadienne. Et, ce n'est pas faute de mesures et cadres institutionnelles mis en place pour barrer la voie à ce fléau et aux forces rétrogrades qui retardent le destin naturel d'une société vouée à l'imbrication... Bien plus qu'au multiculturalisme, à l'interculturalité ; voire aux métissages !

MANIF ANTI RACISTE

POURQUOI LES NOIRS SONT AUX ABONNES ABSENTS ?

Par **LUC PERRY WANDJI.**
Journaliste

DÉMOBILISATION À L'HEURE DE CRISE.

Les récentes manifestations organisées à Montréal par la FAAC (fédération africaine et associations du Canada) pour dénoncer le racisme anti-Noirs au Canada, et celle organisée contre la torture au Cameroun n'ont pas suffisamment rassemblé les noirs et les camerounais vivant au Québec. Une crise de mobilisation qui traverse l'ensemble des milieux noirs au Canada ; et qui renseigne sur le fait que l'engagement en faveur des grandes causes humanistes semble avoir du plomb dans l'aile au sein des communautés noires.

« La manif a été tardivement annoncée » arguait un chef d'entreprise africain, propriétaire d'un restaurant chic à Montréal, pour expliquer son absence et le manque de mobilisation des femmes et des hommes noirs lors de la plus récente manifestation contre le racisme au Canada ; à l'appel de la Faac (Fédération africaine et associations du Canada).

Son Directeur général, Thierno Souleymane Diallo avait pourtant usé de tous les superlatifs pour camper les enjeux et appeler à un rassemblement inédit le 26 Octobre 2024 ! sans succès. « Nous vous attendons nombreux. Car c'est une grosse manifestation. Pas seulement africaine, mais de tous les afro descendants, pour une cause et un engagement commun. Sortons massivement et prenons notre place en tant que communauté africaine forte et efficace. » avait-il déclaré dans un communiqué largement diffusé sur les réseaux sociaux, peu avant le jour dit.

L'appel de la Faac faisait suite à un drame survenu quelques jours plus tôt à Longueuil (près de Montréal), où un acte vraisemblablement raciste avait causé de lourds préjudices à un jeune homme de dix ans : « brûlé à l'eau bouillante » ; avait-on appris dans le même communiqué. Annoncée en grande pompe sur les réseaux sociaux et dans les associations des communautés noires du Canada, la «

grande manifestation contre la montée du racisme au Québec » n'a pas battu le rappel des troupes. D'une centaine de manifestants au départ de la marche, place Emilie-Gamelin, ils étaient à peine une vingtaine à franchir la ligne d'arrivée. Près d'une heure dans les rues de la métropole insulaire du Québec, à donner de la voix, à tour de rôle et à coups de pancartes, pour crier haro sur le baudet et dire leur franche indignation devant la poussée raciste qui se banalise...

CHASSE AUX NOIRS

« Ça fait plusieurs années que nos jeunes meurent suite à des violences policières. Quand on apprend, dans la même semaine, que des jeunes noirs se font poignarder au quartier Saint-Michel, et que d'autres se font tuer par des gangs, il faut absolument sonner l'alarme, et considérer que le racisme ne pose plus seulement un problème de sécurité publique, mais aussi une crise de santé publique. Pourquoi ce sont les jeunes de nos communautés qui subissent ces violences étatiques ? Qui protège nos enfants ? » interroge, toute inquiète et le visage ruisselant de larmes, Stéphanie, membre de la Faac (fédération africaine et associations du Canada).

« On met de l'argent dans les camps policiers, et oublie d'investir dans les services sociaux et l'éducation des mineurs » Renchérit-elle, appelant à la responsabilité individuelle de chaque

noir dans la protection des pupilles de la communauté : « en tant que grande sœur et grand-frère, on a tous un rôle à jouer dans la sécurité et le bien-être de nos enfants. Dès lors qu'un enfant sort de la maison de ses parents, il doit être sous la responsabilité collective. »

LE PREMIER MINISTRE QUÉBÉCOIS AU BANC DES ACCUSÉS

Il faut dire à M. Legault que « le racisme systémique existe bel et bien dans ce pays » lançait, véhément, l'un des manifestants ! Une mise à l'index (qui a le mérite de la clarté) du premier ministre Québécois devenu impopulaire dans les communautés noires, depuis ses sorties controversées sur les demandeurs d'asile. « 100% du manque de logements vient directement de l'augmentation du nombre de nouveaux arrivants ayant un statut temporaire, incluant les demandeurs d'asile » avait-il avancé pour signifier au gouvernement fédéral qu'il est : « urgent de réduire le nombre d'immigrants temporaires au Québec, si on veut que les Québécois puissent se loger, que nos enfants aient accès à des enseignants qualifiés, pour que nos malades soient soignés et pour que le déclin du français soit inversé ». Insistant, François Legault avait par la suite dit que : « la moitié du manque d'enseignants qualifiés au Québec vient de la présence des immigrants temporaires. » ; avant de suggérer en Octobre 2024, un « déplacement obligatoire des demandeurs



d'asile dans d'autres provinces du Canada.»

La diatribe constante et persistante de François Legault embarrasse autant dans son propre camp politique, qu'elle exaspère à Ottawa. Le ministre fédéral de l'immigration, Marc Miller, avait en son temps parlé « *d'amalgames injustes et déraisonnables* » pour décrier les griefs (infondés) de Legault contre les immigrants temporaires, relativement à la crise du logement au Québec.

LES NOIRS ENCORE ATTENTISTES

Si le plaidoyer de la Faac a vite pris la forme d'un réquisitoire anti Legault au cours de sa dernière manif, c'était précisément pour mettre dans le même panier des causes de la stigmatisation systémique que subissent les noirs au Canada, le discours absolument inconséquent des

autorités publiques qui contribuent à leur manière à décomplexer la parole raciste, et, à légitimer la bouc émissairisation systématique de l'immigrant en contexte de crise. Hélas, la gravité des problèmes ainsi adressés et la noblesse de la cause de l'antiracisme ne suffisent à l'évidence pas à inviter plus de noirs à resserrer les rangs dans la perspective d'une action collective et une dynamique de groupe plus percutante.

Comme le constate Mbacké, fondateur (en 1979) de la Fédération africaine (l'une des premières associations à lutter contre le racisme anti-Noirs au Canada) : « *les noirs sont de moins en moins nombreux lors des manifestations contre le racisme, contrairement à notre époque.* » Or, « *si on veut que les gens nous respectent et nous considèrent, on doit être là, plus nombreux...* » soutient-il, péremptoire.

Cette démobilisation – en progression – autour des grandes causes, tranche littéralement avec l'arrivée massive des immigrants africains sur le sol canadien ; et contraste largement avec l'ampleur des agapes nombreuses et très courues qui écument l'actualité des peuples noirs au Canada. C'est à croire, au demeurant, qu'en faisant sa fulgurante résurgence sous des formes passablement brutales au Québec et dans d'autres provinces du Canada, le racisme anti-Noirs réussit aussi le tour magique d'amenuiser l'engagement des noirs contre ce fléau. Trop occupés qu'ils sont, pour certains, à gagner leur pitance ou trop habitués à la brimade dans leurs pays d'origine, les « *nouveaux immigrants noirs* » au Canada manifestent peu d'intérêt et d'enthousiasme devant des causes humanistes qui les concerne pourtant au premier chef.

PLAN DE RIPOSTE

\$110,4 MILLIONS POUR MARGINALISER LE RACISME AU CANADA

Par **PAR LUC PERRY WANDJI**

Journaliste

UNE BATTERIE DE MESURES

En plus de son dispositif judiciaire, le Canada mène depuis une dizaine d'années des politiques publiques offensives pour endiguer le fléau du racisme. La plus récente consacre d'importantes lignes à la problématique du racisme anti-Noirs au Canada.

Si l'on ne devait en juger que par le sens et la symbolique de son intitulé, ainsi que la profondeur et la clarté de son contenu, le plan de lutte contre le racisme au Canada « *Changer les systèmes pour transformer des vies : la stratégie canadienne de lutte contre le racisme 2024 – 2028* » aurait bien de quoi tutoyer les livres sacrés et se prévaloir de grandes ambitions humanistes. Face à un racisme systémique qui fait de la résistance, se parant de nouveaux vêtements, le volontarisme affiché du gouvernement canadien a pris l'option d'une riposte systémique pour venir à bout de la gangrène raciste. L'avant-propos de ce volumineux document, que signe la ministre de... est assez révélateur des présupposés qui ont travaillé la réflexion des autorités du Canada au moment de penser la stratégie 2024 – 2028 de lutte contre le racisme : « *La diversité est au cœur de ce que signifie être Canadienne ou Canadien. D'un océan à l'autre, des personnes canadiennes d'origines, d'expériences différentes, de races et de religions différentes enrichissent nos communautés et façonnent notre pays. Si la diversité au Canada est un fait, l'inclusion*

est une responsabilité partagée et l'équité est la loi. Depuis 2015, notre gouvernement a délibérément choisi d'être inclusif. Nous avons pris des mesures sans précédent et travaillé avec des partenaires et des communautés pour lutter contre le racisme, sous toutes ses formes. »

La stratégie canadienne de lutte contre le racisme privilégie l'efficacité, par la prise en compte des « *domaines d'intervention prioritaires* » et la mobilisation de « *leviers gouvernementaux* pour rendre les systèmes plus justes et inclusifs. » Il s'agit de : « *Favoriser le renforcement du pouvoir économique, social et culturel (...); l'équité raciale dans les systèmes d'immigration, de santé et de logement; réformer les systèmes de justice, d'application de la loi, du renseignement et de la sécurité publique (...); faire en sorte que notre engagement international guide l'avancement de l'équité raciale et l'inclusion au pays; dans le but de réaliser ces priorités, des efforts seront déployés en faveur de l'établissement d'une fonction publique fédérale équitable, diversifiée, inclusive et exempte de racisme. Au bout de son programme de lutte contre le racisme systémique, le gouvernement fédéral aura investi 110,4 millions de dollars. En partenariat avec les communautés, l'essentiel de ce budget va permettre de financer des mesures et pas moins de 70 projets fédéraux susceptibles d'éradiquer les effets du racisme et de la discrimination dans les domaines de l'emploi, la justice, l'accès au logement et autres soins de santé.*

La part belle au Racisme anti-Noirs.

Changer les systèmes pour transformer des vies : la stratégie canadienne de lutte contre le racisme 2024 – 2028 » a vite rencontré l'adhésion d'une frange importante de la société civile. Si l'on en croit le témoignage de Clarence Bayne, président du Centre de ressources de la communauté noire, bénéficiaire du financement étatique pour la réalisation du projet 'In The Know Too'

le cap fixé par Ottawa en matière d'éradication du racisme répond parfaitement aux enjeux et défis du moment : « *nous cherchons à accroître les connaissances juridiques des personnes faisant partie des communautés minoritaires, noires ou autres, et à leur offrir des conseils et des services de sorte qu'elles soient capables de comprendre les systèmes et leur fonctionnement.* »

Outre les populations autochtones, les communautés noires bénéficient d'une attention particulière dans le plan du gouvernement canadien. C'est pourquoi, la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme 2024-2028 visera particulièrement à lutter contre la normalisation et l'enracinement du racisme envers les Noirs et de leur traitement injuste au sein de la société. La Stratégie tiendra compte du fait que cette situation devient souvent invisible parmi les institutions, politiques et pratiques de l'administration fédérale, ce qui la rend difficile à éradiquer.

Entre 2019-2022, la stratégie canadienne de lutte contre le racisme avait mobilisé pas moins de 100 millions de dollars ; dont 70 millions de dollars alloués directement aux communautés. Entre autres avancées enregistrées, on doit à cette première phase de la campagne fédérale de lutte contre le racisme, la création de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, la tenue de sommets nationaux sur l'antisémitisme et l'islamophobie; la création du Fonds de dotation philanthropique dirigé par les Noirs et l'appui aux communautés noires du Canada, qui représente un investissement de 400 millions de dollars, dédiés partiellement à la lutte contre le racisme envers les Noirs, d'un océan à l'autre.

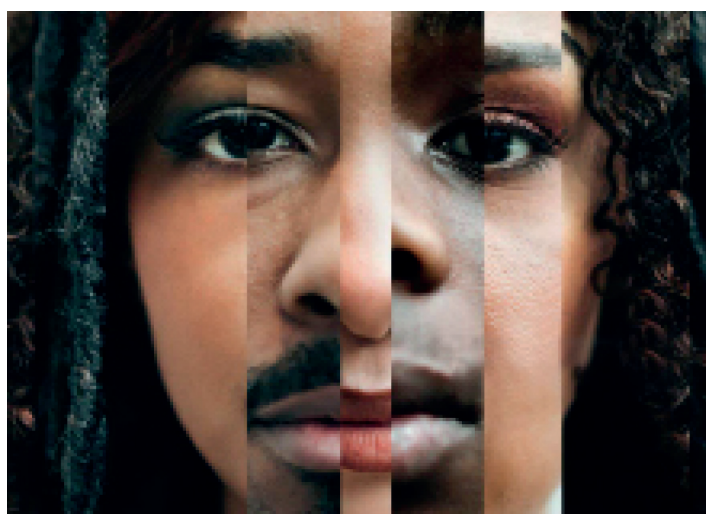
Malgré les avancées notables enregistrées lors de la première stratégie canadienne de lutte contre le racisme, le fléau semble n'avoir pas encore rendu les armes. Preuve que pour marginaliser le racisme anti-Noirs, il va falloir sur un temps long, plus que des slogans, et surtout l'implication de tous ; en commençant par les victimes qui



VIVRE ENSEMBLE

LE CANADA ENTRE MULTICULTURALISME ET INTERCULTURALISME...

Par **CIRIAC OLOUM**
Journaliste



UN CHOIX OBLIGATOIRE !

Travaillé, lui aussi, par des formes ataviques de racisme qui tourmente le monde Occidental depuis sa rencontre avec l'Homme noir, le Canada doit plus que jamais assumer la spécificité de son histoire et la complexité de ses identités multiples.

du multiple dans l'Un ! De ce fait, malgré tout, comme une fatalité insurmontable, le Canada est soumis à une condamnation à mort étrangement heureuse. C'est celle du métissage culturel. Pour cela, au moins trois raisons sont mobilisables. Elles ont l'avantage de montrer le racisme sous son visage le plus ridicule.

Le racisme est inopérant

Le racisme relève (avant toute autre considération) d'une ignorance crasse ! En effet, c'est véritablement une idéologie au sens marxien du terme; c'est-à-dire, une idée qui masque mal une réalité hideuse ! Ici, l'idiotie - pour dire le moins - qui consiste à ignorer que seule la race humaine existe. Pire, le racisme est anormalement regardant sur ce que le philosophe Descartes considèrerait simplement comme « **un accident** » ; c'est-à-dire un aspect passager, contingent et accessoirement déterminant: la couleur de la peau. Et pourtant, le seul partage constant de l'humanité est la pensée.

LE RACISME ANTI-NOIRS EST DOMMAGEABLE

Selon Statistique Canada, l'organe en charge du recensement de la population canadienne : « **depuis la fin de 2020, les tendances démographiques au Canada ont changé de manière significative. Le taux de fécondité a atteint un creux record de 1,33 enfant par femme en 2022.** » Aussi, ajoute l'organe gouvernemental : « **le 1er Janvier 2024 la population canadienne a atteint 40 769 890 habitants, ce qui représente une augmentation de 1 271 872 personnes**

par rapport au 1er Janvier 2023. Il s'agit du taux d'accroissement démographique annuel (+3,2/) le plus élevé observé au Canada depuis 1957 (+3,3/) » Pour autant, le Canada demeure une terre sous-peuplée, où la pratique raciste est au demeurant incompatible avec la politique originelle canadienne d'ouverture à l'altérité.

A la vérité, au regard de la grande superficie et du sous-peuplement du Canada, une existence « autarcique » ; c'est-à-dire d'enferment inclusif sur soi est non seulement contre-nature, mais elle est aussi suicidaire ! Légèrement plus vaste que les États-Unis, malgré ses nombreux fleuves, rivières et lacs, le Canada ne compte qu'à peine 42 millions d'habitants; alors que les États-Unis en ont environ 300 millions !

Du reste, l'Amérique du Nord (principalement le Canada et les États-Unis) est à considérer comme un espace géographique où, de tout temps, les Hommes de toutes les contrées, ont pu trouver un « **supplément d'oxygène** » : Hier les « **colonies blanches** » originaires d'Angleterre, de France, d'Italie, etc; et aujourd'hui les « **noirs** » venus d'Afrique. Ainsi va la grande et belle histoire de l'Amérique du Nord. Au demeurant, et c'est le fin mot de cette réflexion, eu égard à l'« hégémonie » démocratique dans le monde, le Canada demeure encore un haut lieu de brassage des populations d'horizons divers. Moralité, il faut le prendre pour dit: le Canada se fera, lui aussi, comme jadis les États-Unis, avec des noirs venus d'Afrique ou ne se fera pas ! Réciproquement, l'émergence et la « **Renaissance africaine** » ne sauraient être envisagées sans interactions harmonieuses et fructueuses avec le Canada, où vit désormais une frange importante de sa diaspora.

Il y a des décennies que le Canada a pris l'option bienveillante, heureuse et bien sentie de l'ouverture à l'altérité, à travers sa politique savamment pensée de l'immigration. Globalement sélectionnée, mais aussi ouverte à l'accueil des réfugiés de tous ordres.

Toutefois, dans cette « **bigarrure carnavalesque** » de différentes couleurs ethniques rassemblées dans le même pays, deux modes de comportements « **attitudinaux** » s'observent régulièrement: ceux qui ont voyagé physiquement, mais jamais dans leurs têtes. Autrement dit, ceux qui se sont « **ghettoisés** » en restant viscéralement et irrémédiablement enfermés dans leur seul ethos ethnique originel. Sans concession ni rémission ! Heureusement et mieux que cela, sans se défaire entièrement de leurs racines originelles, il y a d'autres qui refusent de considérer celles-ci comme des prétextes pour s'enfermer dans des irrédentismes exclusivistes !

Dès lors, ces autres-là, venues d'ailleurs, sont en même temps sensées s'intégrer, partager, voire former une interculturalité positive en raison. Ce qui suppose un enrichissement réciproque, pas une assimilation/dissolution



SECTEUR BANCAIRE

VALESE OCCIDENTALE EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Par **ERIC L. LINGO**
Journaliste

LA FRANCE S'EN VA

Comme d'autres banques françaises - avant elle -, la société générale a récemment annoncé la cession de quelques-unes de ses filiales dans plusieurs pays d'Afrique francophone. la fin d'un règne presque sans partage dans le secteur des banques en Afrique, qui a tout l'air d'un signe des temps à décrypter.

La Générale s'en va ! Comme en son temps De Gaulle, comme Pétain. De qui elle tient... Ou peut-être pas ? Car les 2 illustres généraux ne sont jamais vraiment partis, comme nous le savons entre-temps... L'Afrique, terre de toutes les convoitises - et de toutes les prédations, simplement abandonnée ? Et la nature ayant, comme il se dit et sait, horreur du vide, à qui et au profit de qui ? Questions au demeurant légitimes, après l'annonce quelque peu tonitruante, en tout cas remarquée, du départ officiel du groupe Société Générale, magnat de la banque française et dernier mohican dans le « *pré*

carré » d'antan, de terreaux africains. Ce processus de retrait fut activé mi-2023 par l'annonce de la cession au groupe Vista des filiales de la République du Congo (détenue à 93,5%) et de la Guinée Équatoriale (57,2%) ainsi que la cession au groupe Coris de ses actifs au Tchad (67,8%) et en Mauritanie (95,5%). Une dizaine de mois plus tard, en avril 2024, c'était au tour de ses filiales du Burkina Faso et du Mozambique (65%) de trouver leur chemin dans la besace du groupe Vista. Jusque-là, pas vraiment de quoi fouetter un chat, hormis peut-être l'épisode Congolais où, d'ailleurs, c'est finalement l'État congolais lui-même qui se préemptera à l'acquisition

de la juteuse activité du Français aux mêmes conditions que l'acheteur initial Vista.

« *L'Afrique est une zone géographique à potentiel de croissance où le Groupe a bâti une présence historique et entend concentrer ses ressources sur les marchés où il peut se positionner parmi les banques de tout premier plan, en synergie avec les autres métiers du Groupe et avec une taille critique permettant une contribution satisfaisante et durable à la création de valeur* », nous apprend un communiqué officiel du géant français à la présence centenaire sur le marché marocain et cinquantenaire en Côte d'Ivoire et au Cameroun, les locomotives

économiques de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale.

C'est plutôt l'annonce de tractations pour les cessions d'actifs propres en Tunisie, où la SocGen détient 52,34% du capital de l'Union Internationale de Banques (UIB), puis la finalisation de la cession de la filiale marocaine au groupe financier local Saham en avril 2024 qui fait frémir.

Ce départ serait-il donc vraiment sérieux ? Et n'y aurait-il pas plus derrière ce repli manifestement stratégique que ne veulent dévoiler ces curieux mouvements ?

Une question (de) géopolitique peut-être ? Piste que nous voulons suivre...

Toujours est-il que SocGen n'est ainsi plus présent que dans 9 pays d'Afrique en général, sur 15 en 2022 encore, tendance à la baisse. Et ce repli ne représente que la face visible d'un mouvement occidental, notamment français, de longue date. En effet, BNP Paribas avait ouvert le bal dès 2018 en s'effaçant progressivement de la carte africaine, commençant par le Gabon où il détenait 47% de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG). S'en suivirent les désinvestissements en Tunisie (Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie - UBCI) puis au Sénégal, aux Îles Comores, en Côte d'Ivoire ainsi qu'au Mali et au Burkina Faso. De même peut-on relever le désengagement du groupe BPCE dès 2018 au Cameroun, en République du Congo, à Madagascar et en Tunisie. Le Crédit Agricole CIB, lui, avait déjà choisi de s'implanter partout sauf en Afrique. Phénomène non isolé, est-on donc en droit de dire. Tous les regards sont désormais tournés vers la Côte d'Ivoire et le Cameroun. Pour le symbole. La France s'en va, elle quitte à pas soutenus son ancien pré carré ! Quo vadis ? C'est le réseau bancaire anglophone qui semble déployer tout son attrait...

LES REPRENEURS PANAFRICAINS A L'AFFUT ?

Le groupe Vista Bank, qui appartient à l'homme d'affaires burkinabè Simon Tiemtoré, ancien Morgan Stanley, et dont le siège est en Guinée, ambitionne tout simplement de s'élever à terme au rang de leader panafricain avec pour objectif, somme toute louable, de « participer à l'inclusion économique et financière en Afrique ». En pleine expansion, il s'était déjà illustré sur la scène bancaire par la reprise, en 2020 des activités de BNP Paribas au Burkina Faso et en Guinée.

Le Groupe Coris Bank quant à lui, présidé par Idrissa Nassa, lui aussi Burkinabè, s'impose

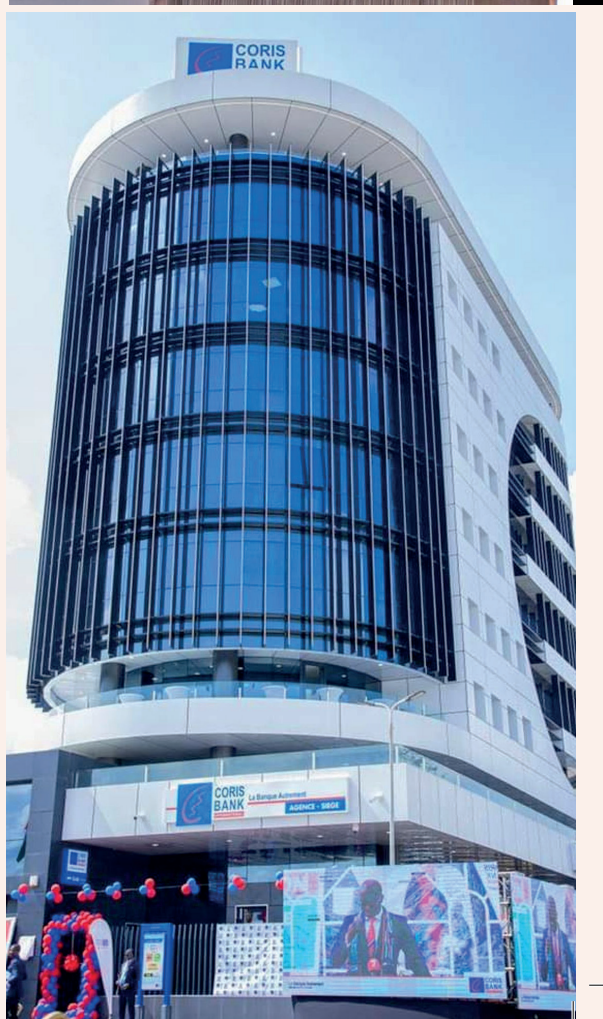
depuis 15 ans déjà comme un acteur majeur de la finance dans l'espace UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine), où il est présent dans les 11 États membres, et a entrepris de conquérir l'espace CEMAC aux traits considérés similaires à partir du Tchad, dans une démarche ambitieuse bien calculée.

L'émergence et l'implication active de ces 2 « champions » économiques de ce qui est aujourd'hui l'Alliance des États du Sahel (AES), dont le soutien étatique ne fait pas l'ombre d'un doute, dans le processus de retrait dit stratégique du mastodonte français laisse subodorer une influence politique sur fond d'hostilité galopante à la France dans la région. Le flirt à peine voilé avec la Russie de Poutine n'y arrange probablement pas les choses... Celle-là d'où la SocGen avait déjà plié bagages en 2022 dans le cadre d'une vaste campagne de sanctions économiques du Vieux Monde en représailles aux frappes militaires lourdes de la Russie en Ukraine voisine...

Mal nous prendrait toutefois de négliger les causes structurelles - logiques - de la quasi-fuite des banques occidentales, et notamment françaises, d'une zone qui leur était jadis et jusqu'à tout juste quelques années encore naturellement acquise, au rang desquelles :

- la légèreté du tissu économique et industriel formel limitant les opportunités de financement à fort potentiel de rentabilité de PME et GE concurrentielles
- le taux de bancarisation encore trop faible, préjudiciable à la rentabilité de l'activité de banque privée
- le rating insatisfaisant de la plupart des usagers, signifiant un accroissement de l'exposition des financiers au risque
- la corruption omniprésente dans des pays qui se disputent presque tous le « leadership » très douteux au classement d'Amnesty International des champions en la matière
- l'environnement juridique souvent délétère, peu fiable et, de ce fait, peu rassurant pour des investisseurs « généreux », mais pas insoucieux
- les interventions plus ou moins insidieuses et rarement rares de la politique dans les affaires
- l'influence géopolitique du nouveau monde pluripolaire avec Moscou en tête de file

Bon nombre de causes plutôt réelles qui ouvrent paradoxalement de grandes fenêtres d'opportunités dans les zones favorables aux réformes structurelles avec des perspectives reluisantes...



LA FRANCE S'EN VA, ET L'AMÉRIQUE S'INVITE

Par **ERIC L. LINGO**
Journaliste

AU PETIT TROT



C'est justement, est-on tenté de penser, la crainte de céder cette nouvelle niche d'expansion au - jusqu'à l'arrivée de Donald Trump susceptible de changer quelque peu la donne - damné co-leader autoproclamé de l'autre ordre mondial, avec la Chine, qui devrait pousser l'Amérique, malgré tout, à s'inviter au festin africain. À première vue : que nenni ! Remarquable, par exemple, le fait que le groupe bancaire Citi, l'un des plus grands au pays de l'Oncle Sam, ait choisi justement cette période pour s'éclipser subrepticement de la carte bancaire africaine, du moins en ce qui concerne la banque de détail qui rend plus visible, comme en Égypte en 2022. Il n'avait de toute façon jamais pris pied en Afrique francophone, malgré sa forte présence dans 15 pays africains...

Il se dégage d'ailleurs, à l'observation attentive, la thèse que les États-Unis d'Amérique ont, depuis toujours, opté dans ce secteur pour juste la présence et l'engagement qu'il faut afin de préserver ses intérêts stratégiques, politiques, économiques et commerciaux. Pas un brin au-delà. Cela semble changer avec la réorientation stratégique du géant JPMorgan dont le déploiement extensif en Afrique a été annoncé. Tandis que ses autres concurrents Goldman Sachs (au Rwanda), Morgan Stanley (avec Bolloré) et Bank of America (en Côte d'Ivoire), pour ne citer que les plus importants,

font montre d'une attitude plutôt timorée quant à l'investissement en Afrique, JPMorgan Chase & Co s'apprête à faire une incursion de taille sur le marché géographique africain, bien que voulant se concentrer sur des zones qu'il considère plus prometteuses. Déjà présente sur les marchés anglophones de l'Afrique du Sud, de l'Égypte et du Nigéria, ce sont depuis quelques mois le Kenya et la Côte d'Ivoire qui lui ouvrent grand les bras, pour le dernier cas avec une ouverture certaine sur le marché de l'Afrique de l'Ouest thématique plus haut. Une belle compétition qui s'annonce, entre le n° 1 mondial en termes d'actifs et les jeunes loups aux dents longues qui ont pris d'assaut les actifs de la Société Générale dans la région.

Un fait plutôt intéressant réside en ce que l'intérêt le plus grand à date des grands financiers américains pour l'Afrique, à côté de Citigroup, remonte à il y a environ 5 ans, lors du premier mandat de Donald Trump. C'est également après son départ de la magistrature suprême que cet intérêt s'est émoussé jusqu'à l'extinction çà et là. Voilà que ce même Trump, particulièrement connu pour son attachement farouche à la préservation des intérêts états-unis d'abord, est de retour pour un nouveau mandat au gouvernail du navire America, et cela coïncide avec des mouvements favorables dans l'interaction entre les marchés financiers américain et africain. Si une relation de cause à effet ne peut être établie avec certitude, cela n'augure-t-il pas tout de même d'une activité plus décomplexée de la banque américaine en Afrique ? Traditionnellement, d'ailleurs, ce sont plus les Républicains que les Démocrates qui ont forcé l'intérêt et l'engouement des banques internationales américaines en Afrique, comme dans les années 1990 sous George W. Bush. Peut-être, pourquoi pas, assisterons-nous dans le cadre du regain d'intérêt proclamé au retour en fanfare de Citigroup, avec notamment son implantation au Sénégal, au Cameroun, au Gabon, en République Démocratique du Congo,

au Bénin, au Togo et au Burkina Faso comme l'indiquaient des projets prospectifs du groupe en 2019, justement sous l'ère Trump. Portant ainsi sa présence africaine à 23 pays, et une place de leader américain en Afrique francophone.

À côté de l'influence américaine que les instituts et grands groupes financiers pourraient contribuer individuellement à accroître, on ne saurait négliger la participation institutionnelle des USA aux grandes banques de développement africaines, à l'instar de la BAD (Banque Africaine de Développement) dont ils sont membres depuis 1983. Par le biais du fonds USAID, ils y appuient depuis une bonne quinzaine d'années un investissement accéléré dans les PME africaines ainsi qu'une plateforme de financement conjoint de projets, d'entreprises et d'autres organisations du secteur privé, principalement, à concurrence de 40% pour la BAD, 10% pour USAID et le reste pour d'autres partenaires institutionnels de la BAD. Ceci pourrait faciliter une plus grande ouverture du marché financier américain notamment aux demandeurs en croissance exponentielle de l'Afrique en général et de l'Afrique francophone en particulier, plus que jamais engagée sur la voie de l'émergence économique.

PERSPECTIVES...

Signe des temps ? Ceux-ci, en tout cas, avec le départ accéléré, presque précipité, de l'ancienne puissance coloniale, content fleurette à l'Amérique qui se gardera bien de laisser libre cours aux ambitions affirmées de la Chine et la Russie, qui viennent avec les BRICS+ et leur Nouvelle Banque de Développement (NBD). En tout cas pas sans compensation sous d'autres cieux... Le cadre politique, en termes d'appuis et de facilitation, semble tout aussi propice que l'intérêt réveillé pour une transition réussie. La participation active d'acteurs africains en remplacement de l'hégémon tricolore est, certes, souhaitable et à promouvoir afin de sauvegarder toute souveraineté retrouvée, mais cela prendra du temps, temps pendant lequel le champ financier ne sera pas laissé en jachère et sera volontiers labouré à l'effet de combler l'important déficit de financement des infrastructures et, ainsi, de consolider le développement du continent aussi bien par le privé que par le public et le parapublic. Vivement que le simple citoyen y trouve son compte...



SYSTÈME DES RETRAITES REGARDS CROISÉS SUR L'AMÉRIQUE ET L'AFRIQUE

Par **ANDRE FELIX BAKEHE**
Journaliste

Pour les immigrants, et particulièrement ceux originaires d'Afrique, la question de la retraite est encore plus complexe. En Amérique du Nord, de nombreux immigrants africains sont confrontés à un système de retraite qui diffère largement de celui de leurs pays d'origine, où les pensions reposent principalement sur des revenus actifs ou des contributions publiques

Si l'on en juge par le prisme des expériences camerounaise et ivoirienne (représentatives de l'Afrique francophone), tout laisse croire que le régime des retraites en Afrique tranche radicalement avec celui des pays d'Amérique du Nord.

Au Cameroun, le système de retraite est principalement géré par l'État à travers la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), qui couvre les travailleurs des secteurs public et privé via des contributions obligatoires. Ce système est structuré pour offrir une pension de base aux retraités, bien que des défis subsistent quant à la couverture et à l'adéquation des prestations offertes, notamment face à une inflation élevée qui réduit le pouvoir d'achat des retraités. Les travailleurs indépendants et les personnes issues du secteur informel ont également la

possibilité de cotiser de manière volontaire à ce régime, ce qui constitue une mesure pour élargir la portée de la sécurité sociale. Toutefois, malgré cette option, peu d'auto-entrepreneurs y adhèrent en raison de revenus irréguliers et de la complexité des procédures d'inscription.

En Côte d'Ivoire, le système de retraite est également centralisé autour de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), mais il a progressivement intégré des réformes visant à inclure les travailleurs indépendants et ceux du secteur informel, qui représentent une part importante de l'économie. Ce système repose principalement sur des contributions obligatoires pour les salariés du secteur formel, tandis que les autres travailleurs peuvent adhérer volontairement, bien que cette couverture demeure limitée.

La réforme ivoirienne cherche à encourager

une participation plus large afin d'assurer une sécurité financière aux personnes âgées, mais des disparités importantes persistent quant à l'accès et aux montants des pensions, exposant de nombreux retraités à un risque de pauvreté.

Au Cameroun, le système de retraite public présente des défis considérables, notamment l'insuffisance des pensions face à l'inflation et à la hausse continue du coût de la vie. La CNPS offre des pensions aux travailleurs du secteur formel, mais les montants sont souvent jugés insuffisants pour couvrir les besoins de base des retraités. En effet, les pensions calculées en fonction des salaires perçus lors de la vie active n'ont pas suivi le rythme de l'inflation, ce qui entraîne une dégradation progressive du pouvoir d'achat des retraités. De plus, les retards fréquents dans les versements des pensions créent une instabilité pour de nombreux retraités qui

dépendent exclusivement de cette source de revenu, les forçant parfois à s'endetter ou à se tourner vers des membres de la famille pour combler leurs besoins quotidiens.

En Côte d'Ivoire, les défis du système de retraite public sont similaires, mais le pays fait face à une pression accrue en raison de la transition démographique et d'une économie informelle importante. La faiblesse des pensions, combinée à la hausse du coût de la vie, expose les retraités à un risque croissant de pauvreté. Les retraités ivoiriens constatent un écart significatif entre leurs revenus en période active et leurs pensions, ce qui aggrave leur vulnérabilité économique.

Ce manque de ressources adéquates pousse de nombreux retraités à rechercher des activités génératrices de revenus malgré leur âge avancé, ou à dépendre du soutien de la famille. Ces difficultés soulignent la nécessité de réformes structurelles pour améliorer la viabilité financière et la couverture des pensions publiques en Côte d'Ivoire.

L'ENTREPRENEURIAT ET LES REVENUS ACTIFS COMME SOLUTIONS DE SURVIE

Face à l'insuffisance des pensions publiques, de nombreux retraités au Cameroun et en Côte d'Ivoire choisissent d'investir dans des activités génératrices de revenus pour assurer leur subsistance. L'entrepreneuriat est ainsi devenu une option populaire, que ce soit à travers des projets dans l'immobilier, l'agriculture, ou la création de petites entreprises. Dans un contexte où les pensions n'offrent souvent qu'un faible pouvoir d'achat, ces activités permettent aux retraités d'espérer maintenir un niveau de vie plus stable et de combler les lacunes des régimes de retraite traditionnels. Ce recours aux revenus actifs, bien que bénéfique, présente des défis, car il nécessite des investissements initiaux et des compétences entrepreneuriales, ce qui n'est pas toujours accessible à tous les retraités, surtout ceux qui n'ont pas bénéficié de formation spécifique dans ces domaines.

LE MODÈLE NORD-AMÉRICAIN : CANADA ET ÉTATS-UNIS FACE AUX DÉFIS DE LA RETRAITE

Au Canada, le système de retraite repose sur une combinaison de régimes publics et d'initiatives individuelles, ce qui reflète la nécessité d'une double approche pour garantir un revenu de retraite suffisant. Les régimes publics, tels que le Régime de Pensions du Canada (RPC) et la Sécurité de la Vieillesse (SV), assurent un socle minimal de revenu, mais ces prestations sont souvent insuffisantes pour maintenir le niveau de vie des retraités. Par conséquent, chaque citoyen est encouragé à épargner de manière autonome pour sa retraite en utilisant des comptes tels que le Régime Enregistré

d'Épargne-Retraite (REER) et le Compte d'Épargne Libre d'Impôt (CELI), qui offrent des incitatifs fiscaux attractifs. Ce système à deux niveaux place une grande part de la responsabilité de la planification financière sur les individus, car sans ces épargnes personnelles, beaucoup risquent de ne pas atteindre un revenu de retraite décent.

Aux États-Unis, le modèle de retraite suit une structure similaire, où le régime public, incarné par la Social Security, fournit un revenu de base mais ne suffit souvent pas à assurer un confort financier à la retraite. En complément, les Américains doivent compter sur des plans de retraite privés, tels que les comptes 401(k) ou les Individual Retirement Accounts (IRA), qui permettent d'investir de façon autonome pour préparer l'avenir. L'État incite les citoyens à participer à ces plans par le biais de déductions fiscales et de programmes de correspondance des contributions, mais la gestion de ces fonds exige des connaissances en investissement et une planification anticipée. Cette dualité entre le régime public et la responsabilité individuelle met en lumière les défis que rencontrent de nombreux Américains pour sécuriser un revenu de retraite suffisant, en particulier ceux à faibles revenus, qui peinent souvent à épargner suffisamment.

Au Canada, les revenus passifs jouent un rôle essentiel dans le financement de la retraite, principalement grâce aux investissements dans les valeurs mobilières, tels que les actions, obligations, et fonds communs de placement. Cette structure s'appuie sur des incitatifs fiscaux et des comptes comme le Régime Enregistré d'Épargne-Retraite (REER) et le Compte d'Épargne Libre d'Impôt (CELI), qui permettent aux épargnants de croître leurs actifs tout en bénéficiant d'avantages fiscaux. La centralité de ces investissements passifs reflète une stratégie nationale visant à encourager les citoyens à accumuler des fonds de manière autonome, sans dépendre uniquement des pensions publiques. Ce modèle valorise l'accumulation de capital qui, une fois investi, génère des rendements réguliers et minimise le besoin de travail actif durant la retraite, ce qui se distingue fortement des approches en Afrique où les retraités s'orientent davantage vers des activités génératrices de revenus actifs pour subvenir à leurs besoins.

Aux États-Unis, l'importance des revenus passifs est également institutionnalisée à travers des outils d'investissement comme les 401(k) et les Individual Retirement Accounts (IRA), qui encouragent l'accumulation d'actifs productifs de rendement. Le modèle américain privilégie les rendements à long terme issus des marchés financiers, où les contributions sont généralement placées dans des portefeuilles d'actions et d'obligations. Ces revenus passifs sont essentiels pour de

nombreux Américains, car ils assurent un flux de revenus pendant la retraite sans nécessiter un effort de travail direct. En contraste avec l'Afrique, où la retraite s'appuie souvent sur des initiatives entrepreneuriales, les États-Unis favorisent une approche où l'accumulation et la gestion stratégique de capital financier permettent aux retraités de conserver leur niveau de vie sans engagement professionnel supplémentaire.

LES OUTILS INCITATIFS : UN MODÈLE DE PRÉPARATION POUR TOUS

Au Canada, plusieurs outils incitatifs sont proposés pour encourager les citoyens à épargner pour la retraite, les plus populaires étant le Régime Enregistré d'Épargne-Retraite (REER) et le Compte d'Épargne Libre d'Impôt (CELI). Le REER permet aux Canadiens de déduire leurs contributions de leur revenu imposable, offrant ainsi des avantages fiscaux immédiats et reportant l'imposition jusqu'au retrait des fonds, souvent à la retraite, lorsque le revenu est potentiellement plus faible. Le CELI, quant à lui, permet aux individus de faire croître leur épargne en franchise d'impôt, une caractéristique attrayante pour les jeunes épargnants et les retraités cherchant à optimiser leurs finances. Cependant, ces outils nécessitent une bonne compréhension des options d'investissement et des implications fiscales, un défi pour de nombreux immigrants qui peuvent être moins familiarisés avec ces concepts financiers nord-américains. Les barrières linguistiques et les différences culturelles ajoutent aux obstacles d'accès, rendant essentielle une éducation financière ciblée pour les nouveaux arrivants.

Aux États-Unis, le système d'incitatifs à l'épargne-retraite repose sur des plans tels que le 401(k) et l'Individual Retirement Account (IRA), qui permettent aux employés de contribuer à des fonds d'épargne-retraite avec des avantages fiscaux. Le plan 401(k) offre souvent un l'employeur, ce qui représente un incitatif supplémentaire pour les employés, tandis que l'IRA permet une grande flexibilité en termes de choix d'investissement. Bien que ces comptes soient conçus pour faciliter la croissance de l'épargne-retraite, la complexité des règles fiscales et des options d'investissement peut être déroutante, surtout pour les immigrants récents. La nécessité de naviguer dans les systèmes financiers américains, combinée aux différences culturelles dans la gestion de l'épargne et de l'investissement, pose des défis particuliers, soulignant le besoin d'une orientation spécifique pour les immigrants en matière de planification de la retraite...



RETRAITE

LES IMMIGRANTS AFRICAINS DANS L'ENTRE-DEUX

Par **ANDRE FELIX BAKEHE**
Journaliste

Ils font face à des défis significatifs lorsqu'ils tentent d'adapter leurs stratégies de préparation de la retraite aux exigences du système Nord-Américain.

Beaucoup arrivent avec des pratiques issues de leurs pays d'origine, où l'épargne pour la retraite est souvent moins centralisée et repose davantage sur des sources de revenus actifs, comme des activités entrepreneuriales ou des biens immobiliers.

Cependant, en Amérique du Nord, la préparation de la retraite est largement structurée autour de revenus passifs et de l'investissement dans des instruments financiers tels que les fonds communs et les comptes enregistrés (REER au Canada, 401(k) aux États-Unis), ce qui peut dérouter ceux qui sont moins familiarisés avec les

marchés financiers. Ce décalage culturel, accentué par des différences dans la réglementation financière et des barrières linguistiques, complique l'adoption des pratiques nord-américaines et souligne la nécessité d'une éducation financière pour aider ces immigrants à sécuriser leur avenir économique dans leur pays d'adoption.

LES PIÈGES DE LA RELIANCE AUX REVENUS ACTIFS

Pour de nombreux immigrants africains en Amérique du Nord, la dépendance aux revenus actifs, comme les emplois temporaires ou les petites entreprises, est une

stratégie privilégiée pour la préparation de la retraite, en raison de l'importance culturelle accordée aux revenus issus de l'effort direct. Cependant, cette approche comporte des risques financiers importants, car elle expose les individus à des fluctuations de revenus et à une vulnérabilité accrue en cas de déclin des capacités physiques ou de santé avec l'âge.

Contrairement aux revenus passifs issus des investissements, les revenus actifs exigent une participation continue dans le marché du travail ou l'entrepreneuriat, une condition difficile à maintenir au cours des dernières années de vie. Cette stratégie peut donc conduire à une insuffisance de fonds

lors de la retraite, et les immigrants qui n'ont pas intégré les pratiques nord-américaines d'épargne et d'investissement peuvent se retrouver mal préparés, voire dépendants du soutien social ou familial.

L'IMPORTANCE DE L'ÉDUCATION FINANCIÈRE POUR UNE INTÉGRATION RÉUSSIE

L'éducation financière est cruciale pour les immigrants africains en Amérique du Nord, car elle leur permet de mieux comprendre et utiliser les outils financiers locaux pour sécuriser leur avenir. En raison de l'importance des régimes privés et des investissements passifs dans les systèmes nord-américains, les immigrants qui ne maîtrisent pas ces concepts risquent de passer à côté d'opportunités d'épargne et de bénéficier des incitatifs fiscaux.

Pour pallier ces lacunes, il est recommandé de renforcer les programmes d'éducation financière, en particulier ceux offerts par les organismes communautaires et les institutions financières, afin de sensibiliser les nouveaux arrivants aux options comme les REER et les comptes 401(k). Cette sensibilisation pourrait inclure des ateliers en plusieurs langues et des ressources adaptées culturellement, permettant ainsi aux immigrants de mieux naviguer dans le système financier et d'éviter des erreurs coûteuses qui pourraient compromettre leur sécurité économique à long terme.

L'IMMIGRATION-RETOUR : UN CHOIX ÉMERGENT ?

La tendance de l'immigration-retour, où des immigrants africains choisissent de retourner dans leurs pays d'origine pour y vivre leur retraite, gagne en popularité pour des raisons économiques. En effet, le coût de la vie nettement plus bas en Afrique comparé à l'Amérique du Nord en fait une option attractive pour ceux dont les pensions ou les épargnes sont limitées et qui cherchent un niveau de vie plus abordable. De plus, la proximité des réseaux familiaux et culturels joue un rôle important dans cette décision, car elle permet de compenser partiellement le manque de services sociaux robustes qui caractérise parfois le contexte nord-américain. Toutefois, ce choix implique une planification rigoureuse, car l'accès aux soins de santé et aux services de soutien peut être inégal en Afrique, nécessitant des ajustements financiers pour garantir une qualité de vie confortable malgré les limitations.

La migration-retour pour les retraités africains en Amérique du Nord présente des défis multiples, nécessitant une préparation tant logistique que financière et émotionnelle. Logistiquement, il est crucial de planifier le transfert des biens et l'accès

aux soins de santé dans le pays d'origine, deux éléments qui peuvent poser des difficultés dans des systèmes parfois moins structurés qu'en Amérique du Nord. Financièrement, les retraités doivent également anticiper les fluctuations monétaires et la disponibilité de services financiers locaux adaptés à leurs pensions nord-américaines, ce qui implique souvent des ajustements budgétaires minutieux pour éviter l'épuisement des fonds.

Sur le plan émotionnel, le retour peut provoquer un choc culturel ou un sentiment de déconnexion avec un environnement qui a évolué en leur absence, soulignant l'importance de préparer cette transition avec des attentes réalistes et un soutien familial solide.

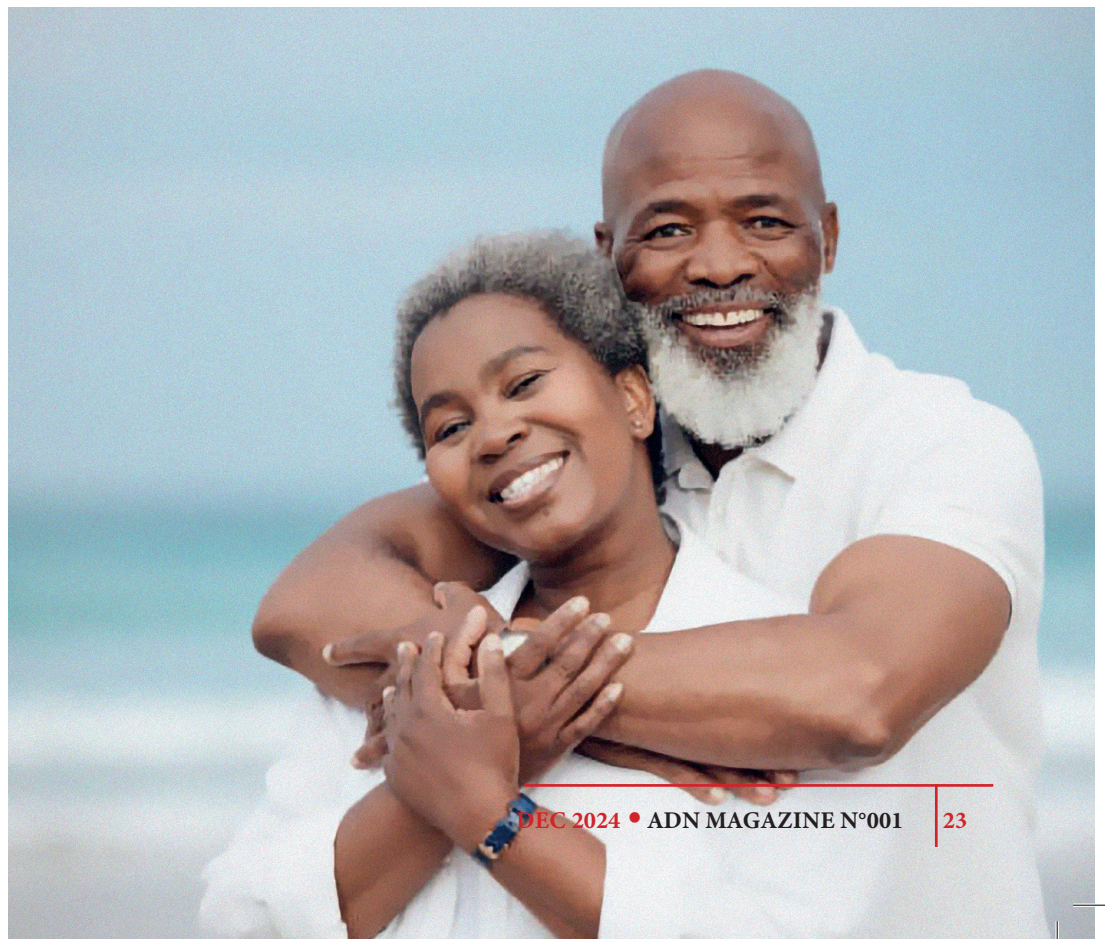
POUR UN SYSTÈME DE RETRAITE INTÉGRÉ ENTRE DEUX CONTINENTS ?

Face aux besoins spécifiques des immigrants africains, l'idée d'un système de retraite intégré entre l'Amérique du Nord et l'Afrique pourrait offrir une solution mieux adaptée à leur double attachement culturelle et économique. Une telle approche permettrait aux travailleurs de contribuer à un fonds qui serait transférable entre les deux continents, leur garantissant une sécurité financière quel que soit leur lieu de résidence à la retraite. En outre, un système de retraite intégré pourrait inclure des dispositifs pour transférer les prestations de retraite accumulées en Amérique du Nord vers

un compte accessible en Afrique, minimisant ainsi les frais de conversion et d'administration. Ce type de solution nécessiterait toutefois une coopération bilatérale entre les gouvernements et les institutions financières des deux continents pour créer des mécanismes compatibles, mais il répondrait à un besoin réel de flexibilité et de sécurité pour les immigrants à la retraite.

Les différences marquées entre les systèmes de retraite en Afrique et en Amérique du Nord révèlent la complexité de la planification financière pour les immigrants africains, qui doivent naviguer entre deux modèles aux exigences distinctes. Tandis que les régimes nord-américains privilégient l'accumulation de revenus passifs par des investissements, les systèmes africains restent souvent orientés vers des revenus actifs, rendant difficile l'adoption d'une stratégie uniforme pour la retraite. Une meilleure compréhension et adaptation des outils financiers des deux continents serait bénéfique, permettant aux immigrants de bâtir une sécurité économique en tenant compte de leurs besoins spécifiques et de leur double attachement culturelle et géographique.

Une telle harmonisation pourrait non seulement améliorer leur bien-être à long terme, mais aussi renforcer leur sentiment d'appartenance dans leur pays d'accueil tout en assurant une préparation adéquate pour un éventuel retour en Afrique.



SALON AFRIQUE - CANADA

POUR L'IMMIGRATION ET
LES INVESTISSEMENTSPar **FABRICE T. SIEWE ET LUC. P. WANDJI**
Journalistes

UN PONT D'OPPORTUNITÉS EN CONSTRUCTION

Rendu à sa troisième édition, Le SACII (salon Afrique – Canada immigration Investissement) ambitionne de connecter les acteurs du développement africains et canadiens, au cours d'un rendez-vous annuel de plus en plus couru.



Comme dans une grand-messe qui s'institutionnalise en prenant la forme d'un rendez-vous que plus personne ne veut manquer, les représentants de gouvernements, d'entreprises, d'institutions financières, d'ONG, ainsi que des jeunes de la diaspora du Canada et de l'Afrique, ont fait de Douala le théâtre de la célébration de leur amitié, le temps de la troisième édition du Salon Afrique - Canada Investissement Immigration, tenu fin Octobre 2024 dans la capitale économique du Cameroun.

Le SACII, c'est avant tout un cadre pour penser. Un événement qui prête volontiers le flanc à la réflexion, sur les problématiques qui structurent de manière fondamentale les relations bilatérales actuelles entre africains et canadiens : l'immigration et l'intégration au Canada, les partenariats économiques bilatéraux, les nouvelles tendances d'investissement en Afrique ; et Le rôle des jeunes et de la diaspora dans la transformation économique de l'Afrique.

Investissement et immigration : un diptyque qui ne pouvait pas mieux tomber, par ces temps marqués par une évolution exponentielle des dynamiques migratoires, qui vont conduire en 2025, près de 400 000 nouveaux résidents permanents sur les vastes terres du Canada.

« Le volet immigration de ce salon vise non seulement à faire la promotion des

communautés (...) en situation minoritaire, mais également à communiquer de l'information sur les permis d'études et/ou de travail ainsi que différents programmes d'immigration d'IRCC. » a laissé entendre Didier Konan, président d'Akwaba Community ; une organisation canadienne à but non lucratif, promotrice du SACII.

Face à la demande (canadienne) et au besoin d'immigration - sans cesse croissant - des populations africaines, et du fait de la complexité des procédures d'obtention de visa, il prospère depuis quelques années sur le continent noir des réseaux de faussaires qui vendent du rêve et arnaquent sans vergogne de milliers de jeunes gens fortement tentés par l'aventure Occidentale.

En mettant à leur disposition et en mobilisant à cet effet IRCC, l'organe ministériel canadien en charge de l'immigration, le SACII veut barrer la voie aux vendeurs d'illusions et donner des informations fiables aux candidats africains à l'immigration canadienne.

« J'ai reçu de très bonnes informations sur les questions d'immigration. J'espère que les résolutions issues de ces assises seront mises en application rapidement. » se réjouissait Patricia Deffo, une étudiante camerounaise, lors des assises de Douala.

Comme ceux de Côte d'Ivoire lors de la précédente édition, plusieurs jeunes camerounais ont saisi le prétexte du SACII 2024 pour ouvertement faire savoir leur désir d'ailleurs et le choix du Canada, comme destination finale et privilégiée de leur projet d'immigration en Amérique du Nord. A ceux-là, les conseils avisés de Samuel Ndogmo, président du Haut Conseil des Camerounais de l'Extérieur (HCCE), et partenaire d'Akwaba

Community, dans l'organisation du SACII de Douala : « Il faut savoir revenir quand on part » a-t-il suggéré à la jeunesse africaine.

Lieu de rencontre et de partage par excellence, la troisième édition du SACII a donné l'opportunité aux entreprises d'Afrique et du Canada de réseauter et poser les bases de partenariats économiques à venir. Si Didier Konan en vient à dire que : « le SACII est devenu un rendez-vous incontournable pour les échanges bilatéraux. Et montre l'importance de connecter nos deux continents dans un cadre stimulant pour l'innovation et la création de partenariats stratégiques », c'est sans aucun doute parce que le salon Afrique - Canada Immigration Investissement s'est achevé au Cameroun sur une note d'espoir et une nette volonté des acteurs de développement des deux continents de faire de l'immigration, non pas un problème à résoudre, mais une opportunité économique qui invite les entreprises et les Etats du Canada et d'Afrique à renforcer la relation bilatérale qui les lie.

Selon Statistique Canada, l'agence canadienne des statistiques « le nombre de personnes noires a plus que doublé depuis 1996, atteignant 1,5 million de personnes et représentant 4,3% de l'ensemble des populations racisées au Canada en 2021. D'ici 2041, on prévoit que ce groupe deviendra le deuxième plus grand groupe racisé. En 2016, les populations noires nées en Afrique ont dépassé les populations noires nées dans les caraïbes pour devenir le deuxième plus grand groupe selon le lieu de naissance. Ensemble, la population noire née au Canada et celle née en Afrique représentaient près des trois quarts (73%) des populations noires au Canada en 2021. » De petit groupe ethnique qu'il fût, à la fin des années 70, au moment des indépendances africaines, le nombre de personnes d'origine africaine vivant au Canada a considérablement augmenté au cours des trente dernières années. Preuve s'il en est que les flux migratoires entre l'Afrique et le Canada grimpent à une vitesse absolument vertigineuse et adressent forcément de nouvelles problématiques et enjeux de l'ordre de la culture, l'économie et la politique ; que les Etats, avec les sociétés civiles d'Afrique et du Canada doivent absolument prendre en charge.

BINAM CANADA

UN VENT DE JEUNESSE SUR L'ASSOCIATION DES BAMILEKE DU CANADA

Par **OLIVIER DUFOUR**
Journaliste

DES RÉFORMES ANNONCÉES

L'association fait peau neuve et bat de nouveau le rappel des troupes lors de ses assemblées générales. La jeunesse et les personnes du troisième âge au centre de la dynamique impulsée par les nouveaux dirigeants.

Il y avait du beau monde au Collège Jean de Brébeuf de Montréal : des hommes, des femmes et des jeunes gens, venus en masse gonfler les rangs de l'ultime session (pour l'année 2024) de l'assemblée générale des Bamiléké du Canada, réunis au sein de l'association Binam.

Rendez-vous-prétexte au cours duquel le nouveau bureau (élu quelques semaines plus tôt) allait dévoiler ses ambitions et soumettre ses orientations stratégiques à la censure du peuple.

Sans faux fuyant(s), les langues se sont déliées. Les participants à la rencontre de Montréal allaient rivaliser de propositions et faire valoir leurs attentes et desideratas envers l'association en renaissance. Certains appelant de tous leurs vœux à la mise en place d'une organisation chargée de mobiliser la jeunesse, tandis que d'autres suggéraient un « *marketing plus ambitieux et conquérant* » pouvant assurer à

l'organisation une présence plus marquée en terre canadienne. Consolidées et examinées, les propositions ont été traduites séance tenante en projets, et adoptés à l'unanimité. Dès l'année 2025, l'association des Bamiléké du Canada va œuvrer à la création d'une organisation à but non lucratif baptisée « *Jeunesse Bamiléké du Canada* », à la mise en place de la fondation « *Meritas - Binam* » et à l'organisation de programmes destinés aux personnes de grand âge : « *on voit de plus en plus nos parents qui viennent du Cameroun, et qui sont réduits à devoir garder nos enfants, sans aucune vie sociale. Pour moi, c'est inhumain. Il faut occuper nos parents et leur permettre d'avoir une vraie vie sociale au sein de la communauté.* » a martelé Collins Nziemi, Président de Binam Canada.

Pour conduire ces chantiers de manière efficiente, Binam Canada va s'appuyer sur des structures fonctionnelles reparties

en pôles opérationnels : la Jeunesse, les pôles juridique, économique, académique, relations publiques, transformation numérique, coutumes et traditions, gestion de projets, et toute une direction de la communication.

Le grand défi que nous avons, c'est de voir comment former une communauté forte à l'indiqué le président de l'association. Tout un challenge en forme de leitmotiv, qui va, à la manière d'une boussole, guider les grandes ambitions de Binam Canada en 2025.

Créée il y'a 33 ans, l'association des Bamiléké du Canada a sombré dans une certaine léthargie ces dernières années. En remobilisant les peuples originaires de l'Ouest du Cameroun, et mettant prioritairement le curseur sur la jeunesse, ses nouveaux dirigeants espèrent impulser une dynamique nouvelle et restaurer son prestige d'antan sur l'échiquier des associations culturelles africaines au Canada.



PHILIPPE NJOMO NGASSA

« NOUS VOULONS FAIRE RAYONNER LA CULTURE AFRICAINE AU CANADA »

Par **CHRISTIAN COTE**
Journaliste

DES GRANDS RENDEZ-VOUS EN VUE POUR L'ANNÉE 2025.

Le président de SP Production veut bâtir un pont culturel entre les artistes africains et le Canada.

ADN Mag : *Votre label clôture l'année 2024 avec Nadia Ewande, en spectacle, au cours d'une soirée BCBG. Qu'est-ce qui a présidé au choix de cet artiste ?*

P. N : Compte tenu du type de la nature de l'évènement, il nous fallait un artiste capable

d'interpréter des chansons dans tous les registres possibles. Nous voulions un bon chanteur ou une bonne chanteuse, capable d'offrir du spectacle et une ambiance de cabaret : Nadia Éwande nous a semblé avoir le profil parfait du job. Nadia a un talent immense. En cabaret je pense qu'il n'y a pas plusieurs artistes en Afrique francophone que je connaisse qui ont son talent. Nous sommes heureux de lui offrir une tribune pour le faire valoir. Et, pour le plus grand plaisir de nos clients.

ADN Mag : *Est-ce qu'on peut dire que l'année 2024 se termine sur une bonne note, pour SP Production ? Pourquoi ?*

P. N : Oui. Nous avons réalisé cette année un festival au Parc des Hirondelles au mois de juillet, avant cela nous avons organisé avec succès la 2e édition de la prestigieuse nuit du Ndop, avec comme artistes invités, Lady Ponce et Charly Djom's. Nous avons organisé la tournée canadienne de l'artiste Lady Ponce qu'on ne présente plus. Nous clôturerons en beauté avec un nouveau concept : La célébration de l'année en formule BCBG uniquement sur réservation.

ADN Mag : *Après plus de vingt ans dans l'industrie du spectacle au Canada, Est-ce vous avez le sentiment d'avoir contribué à faire rayonner la musique africaine ? Pourquoi ?*

P. N : Nous pensons avoir fait de notre mieux pour que rayonne au Canada la musique africaine. Nous avons produit depuis lors plus d'une quarantaine d'artistes

africains.

ADN M : *Comment appréciez-vous l'industrie du spectacle dans les communautés africaines du Canada ?*

P. N : L'industrie du spectacle dans les communautés africaines est en nette progression. L'accroissement de la population immigrante d'origine africaine a inexorablement entraîné une demande plus grande dans le monde culturel de l'art africain en général. Par ailleurs, on assiste à une grande amélioration de la qualité des événements, et les moyens financiers investis sont de plus en plus importants. La majorité des artistes africains de haut vol foulent le sol canadien tous les jours, pour des productions de grandes factures et des grandes salles prestigieuses.

ADN M : *Quels seront les grands rendez-vous de SPN Production, en 2025 ?*

P. N : En 2025 nous revenons avec La Prestigieuse « Nuit du Ndop » le 28 juin, Suivi du « Festival International du Ndop et Traditions du Monde ». Par ailleurs, nous attendons des artistes comme Kareyce Fotso, Roseline Layo, et plusieurs autres que je ne saurais révéler; parce que les formalités administratives sont encore en cours.

ADN M : *Quelles sont vos ambitions pour les artistes africains au Canada ?*

P. N : Nous voulons faire rayonner davantage l'art culturel africain au Canada, dans un contexte multiculturaliste, qui nécessite de notre part une certaine créativité et une grande originalité; pour faire une offre de spectacle nouvelle et enrichissante. Le Canada est une terre d'opportunités pour les acteurs culturels africains, et nous entendons les aider à en profiter.

